

Création de l'Académie de la langue amazighe

Hadjar : «L'Algérie vit un moment historique à travers la consécration de l'article 4 de la Constitution»

Page 6

Résultats du BEM
Tizi-Ouzou garde sa
1^{er} place au niveau
national

Page 24



Médéa et Boumerdès
3 bombes
de confection
artisanale détruites

Page 2

INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Quotidien National d'Information - 7^e Année - Jeudi 28 juin 2018
14 Chawwal 1439 - N° 1827 - Algérie : 10 DA / 1 €

Sommet international des «Smart city»

Lancement à Alger du laboratoire expérimental de la ville intelligente et d'un Centre d'innovation technologique

La séance matinale de la Conférence internationale sur les villes intelligentes, les technologies globales et l'investissement, tenue, ce mercredi, à Alger, a été une occasion pour les responsables locaux de la capitale de s'enquérir des expériences internationales en matière de développement et de gestion des villes intelligentes.

>> Lire page 4



Formation professionnelle



«Le système suisse est un modèle à suivre», selon Mebarki

Le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, Mohamed Mebarki, a présidé, hier, une rencontre à l'Hôtel El Aurassi consacrée à la formation professionnelle et l'apport des entreprises suisses. Pour lui, «le système suisse est un modèle à suivre».

Page 5

Exportations



Djellab annonce la mise en place de nouvelles mesures

Page 7

Démographie

L'année 2017 a connu plus d'un million de naissances

Page 6

L'Echo Sportif

JM 2018 de handball
Défaite de l'Algérie face à la Tunisie (30-25)
en quart de finale

Mondial 2018
L'Allemagne éliminée par la Corée du Sud !

Pages 21 & 24



Ouyahia vient de le réaffirmer encore une fois

Le Président Bouteflika est soucieux de préserver le caractère social de l'Etat

• Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, vient de réaffirmer, une fois de plus, le souci et la détermination du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de préserver le caractère social de l'Etat en vue de répondre aux attentes des citoyens et améliorer leur cadre de vie. Lors d'une rencontre interne avec les cadres dirigeants et les députés de son parti, Ouyahia a déclaré que les décisions prises par le chef de l'Etat, notamment celles ayant trait à la suppression des taxes qui étaient proposées dans la loi de finances complémentaire 2018...

>> Lire page 3

Médéa et Boumerdès

3 bombes de confection artisanale détruites

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'opérations de fouille et de ratissage distinctes à Médéa et Boumerdès - 1^{re} Région militaire, des détachements de l'Armée nationale populaire ont découvert et détruit le 26 juin 2018, 3 bombes de confection artisanale», a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«**D**ans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement de l'ANP a appréhendé lors d'une patrouille menée près des frontières algéro-nigériennes dans la zone d'In Aflah à Djanet - 4^e RM, 11 orpailleurs à bord de 2 véhicules tout-terrain en possession de 3 détecteurs de métaux, lors de cette opération deux d'entre eux ont été neutralisés et un 3^e a été blessé après avoir tenté de prendre la fuite et refuser d'obtempérer», ajoute le communiqué du MDN. Dans le même contexte, «d'autres détachements de l'ANP et de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Tamanrasset et Ain Guezam - 6^e RM, 9 contrebandiers et ont saisi 1,35 tonnes de denrées alimentaires, 2 véhicules tout-terrain, 7 détecteurs de métaux et des équipements d'orpillage». «Par ailleurs, des garde-côtes ont arrêté à El Tarf - 5^e RM, 4 plongeurs sans autorisation et ont saisi 400 gr de corail, des équipements de pêche illicite et des moyens de plongée sous-marine».



Mostaganem

86 cas d'intoxication alimentaire à Ain Boudinar

Le nombre de personnes atteintes d'intoxication alimentaire lors d'une fête au douar «Salaiya» dans la commune d'Ain Boudinar (Mostaganem) s'est élevé à 86 cas, a-t-on appris, ce mardi, du directeur de la santé et de la population. Les services sanitaires de l'hôpital Ladjel-Belatrehche d'Ain Tédélès ont accueilli, depuis dimanche, 86 cas présentant des symptômes d'intoxication pour avoir mangé un plat traditionnel «Berkoukes» lors d'une cérémonie de baptême de naissance, a indiqué Abdelghani Benfréha. Les mêmes services ont annoncé, lundi, avoir accueilli 61 cas. Tous les malades ont été pris en charge et ont quitté l'hôpital, lundi et mardi, sauf deux femmes gardées sous surveillance médicale. Au sujet d'un cas de décès, l'établissement hospitalier le même jour, Benfréha a expliqué qu'il s'agit d'une mort «liée à d'autres raisons, qui n'a aucun rapport avec l'intoxication». Les membres d'une cellule de veille relevant de la Direction de santé publique (DSP) se sont rendus sur place pour prendre des échantillons de produits utilisés dans le plat suspect, notamment le poulet et l'eau pour déterminer après analyses la cause de cette intoxication. L'enquête a révélé, selon Benfréha, que la cause la plus plausible de cette intoxication serait la mauvaise manière de conservation de la viande utilisée dans le plat.



Tlemcen

Saisie de 257 kg de kif traité

Les éléments de la sûreté de daïra de Mansourah (Tlemcen) ont saisi 257 kg de kif traité, a-t-on appris, hier, à la sûreté de wilaya. Agissant sur informations relatives à une tentative d'introduction d'une quantité de drogues à travers la bande frontalière ouest, entre Beni Boussaïd et Beni Snouss, les éléments de la Brigade mobile de la Police judiciaire de la daïra

de Mansourah ont saisi, lundi, cette quantité de kif. Cette quantité de kif traité transportée à dos de deux baudets a été saisie en collaboration avec des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la localité de «Ketaouet», dans la daïra de Beni Boussaïd. Une enquête a été ouverte dans cette affaire par les éléments de la Brigade mobile de la Police judiciaire.

Sûreté nationale

Les services de police aux frontières de l'aéroport international Houari-Boumediène (Alger) ont intercepté plus de 34 000 comprimés psychotropes, une quantité de cocaïne et de kif traité, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Les services de la 2^e brigade de la police aux frontières de l'aéroport Houari-Boumediène ont réussi «à mettre en échec une tentative de trafic d'une importante quantité de comprimés psychotropes estimée à 34 140 unités, et la saisie de 499 gr de cocaïne et 130 gr de kif traité qu'un individu tentait d'introduire

Saisie de plus de 34 000 comprimés psychotropes et une quantité de cocaïne à l'aéroport Houari-Boumediène

dans le territoire national», a précisé le communiqué. L'opération a été effectuée lors d'un contrôle de sécurité du trafic des voyageurs et des bagages lorsqu'un voyageur venant d'un pays européen a attiré l'attention des services de police aux frontières par ses «comportements suspects». Arrêté avec en sa possession une quantité de drogue, le mis en cause a été transféré au service de police judiciaire pour le parachèvement des procédures d'enquête avant de le présenter devant le parquet territorialement compétent», conclut le communiqué.



M'sila

Mort d'un enfant par noyade dans la commune de Maarif

Un enfant âgé de 11 ans a perdu la vie par noyade, mardi soir, dans une retenue d'eau dans la commune de Maarif, située à 60 km à l'ouest de M'sila, a-t-on appris, ce mercredi, auprès des services de la Protection civile. La même source a précisé que les éléments de la Protection civile de l'unité de secondaire de Bou Saâda ont transféré depuis le lieu dit Mergueb, dans la commune de Maarif, l'enfant S. K-H. dont le corps a été repêché par des citoyens d'une retenue collinaire. Soulignons que la dépouille a été transférée à la morgue de l'hôpital de Bou Saâda. Les mêmes services ont rappelé que cette noyade est le 8^e cas du genre signalé à M'sila depuis le 23 mai dernier, indiquant que 7 noyades parmi les enfants et les adolescents dans des plans d'eau et des retenues collinaires ont été recensés dans les communes de Sidi Amer, Houamed, Zerzour, Bou Saâda, M'sila et Maarif. Les services de la Protection civile de M'sila ont également appelé à élever le niveau de vigilance, notamment parmi les parents et ont invité les concernés à sécuriser l'environnement des enfants en rendant inaccessibles les puits et les plans d'eau.

Ouyahia vient de le réaffirmer encore une fois Le Président Bouteflika est soucieux de préserver le caractère social de l'Etat

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, vient de réaffirmer, une fois de plus, le souci et la détermination du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de préserver le caractère social de l'Etat en vue de répondre aux attentes des citoyens et améliorer leur cadre de vie.

Lors d'une rencontre interne avec les cadres dirigeants et les députés de son parti, Ouyahia a déclaré que les décisions prises par le chef de l'Etat, notamment celles ayant trait à la suppression des taxes qui étaient proposées dans la loi de finances complémentaire 2018, répondent au souci du président de la République d'être toujours à l'écoute des populations dans les différents coins du pays et d'œuvrer sans cesse à l'amélioration de leurs conditions de vie. Il s'agit, a-t-il expliqué, d'une politique tracée par le gouvernement et que l'Etat n'abandonnera jamais et ce, conformément aux directives du président de la République qui avait instruit le gouvernement de travailler avec diligence et détermination en vue de répondre aux attentes de la population, à faire progresser le processus de réforme et de modernisation du pays dans tous les domaines et faire avancer la construction d'une économie de plus en plus diversifiée. Le chef de l'Etat a également chargé le gouvernement d'accompagner ses efforts d'une communication dynamique, afin d'expliquer le véritable sens des réformes qui seront mises en route, à l'effet d'y faire adhérer la société, en cette phase où le pays est confronté à de nombreux défis. La priorité sera donc donnée aux volets contribuant à l'amélioration de la vie du citoyen, notamment les secteurs de l'éducation, de la santé, du logement et l'efficacité économique.

Le gouvernement vise à accélérer la cadence de réalisation des projets notamment ceux de logement et la relance du développement local à travers l'augmentation de l'enveloppe financière consacrée aux programmes des communes, après avoir constaté que les villes embellissent au détriment des régions rurales qui s'appauvrissent de plus en plus. Dans le même contexte, le Premier ministre avait estimé qu'une mutation économique qualitative nécessitait le soutien au réseau des PME et un accompagnement à travers toutes les étapes de leur développement, car constituant la base de la diversification d'une économie génératrice de richesse et d'emplois. La première condition du lancement de projets consiste en la vitesse de leur rendement, en ce sens que les investissements rentables à long terme ne sont pas prioritaires, mais nous accorderons la priorité aux projets de création de PME génératrices de richesse, lesquelles offrent des solutions aux problèmes actuels tels la diversification de l'économie et la résorption du chômage. A cet égard, le plan d'action du gouvernement vise à atteindre la transition économique nationale qui sera centrée sur la réorganisation des politiques industrielles et sectorielles et la poursuite des efforts visant à trouver des alternatives à l'importation, à travers la promotion et la



protection du produit national, des start up et des PME. Il prévoit également le soutien aux entreprises investissant dans les secteurs des mines, du pétrole, de l'agroalimentaire, de l'économie du savoir et des métiers numériques. Il est question aussi de préserver les mécanismes d'insertion professionnelle et sociale et de solidarité avec les catégories vulnérables, en sus de la réduction des dépenses inhérentes à la gestion des affaires de l'Etat, la réforme du système financier et bancaire, la lutte contre la surfacturation et d'attirer la masse financière du marché parallèle à travers l'instauration d'un climat de confiance pour l'investir dans la croissance économique et sociale. Partant de cette dynamique, Ouyahia, avait expliqué que la feuille de route qui lui a été tracée par le président de la République

visait à mobiliser des financements internes non conventionnels, maintenir le soutien à la croissance dans tous les secteurs, y compris l'industrie, les services et l'agriculture, préserver et rationaliser la politique publique de justice sociale et de solidarité nationale. Le gouvernement, dira-t-il, ne ménagera aucun effort pour améliorer le cadre de l'investissement et cultiver des relations sereines avec les entreprises dans le cadre de la loi. En outre, il a assuré que la politique sociale de l'Etat sera maintenue par le gouvernement et toutes les entreprises établies en Algérie bénéficieront de facilitations et de soutiens sans aucune discrimination et que l'Algérie a une politique sociale constante fondée sur la justice sociale et la solidarité nationale. Ouyahia avait souligné que les attentes quant au rôle économique de l'Etat

sont en voie de concrétisation à travers la promotion de la décentralisation prévue dans les orientations qui ont été émises par le président de la République. A ce propos, le gouvernement veillera également à la résorption du déficit en logements et à l'amélioration du cadre de vie de la population. Un accent particulier est accordé à la promotion de l'emploi, à la jeunesse et à la culture. La justice sociale et la solidarité nationale demeureront au centre de l'action du gouvernement. A ce propos, le Premier ministre avait relevé, dans l'une de ses déclarations précédentes, que la politique éclairée tracée par le chef de l'Etat avait permis de trouver une sortie à l'impasse financière qu'a connu le pays et partant, poursuivre le processus de développement et préserver la politique sociale.

T. Benslimane

Centres de migrants de l'UE en Algérie Messahel dit non



Le ministre des Affaires étrangères Abdelkader Messahel a fermé la porte, ce mercredi, à toute éventuelle ouverture de «zones de débarquement» pour migrants à destination de l'Union européenne. «Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention», a affirmé le chef de la diplomatie algérienne dans un entretien accordé à RFI. «Nous sommes déjà confrontés aux mêmes problèmes. Nous procédons à des reconductions, mais nous le faisons selon des arrangements que nous avons avec nos pays voisins», a expliqué Messahel. «Quand il s'agit de la migration clandestine il faut que les choses soient bien comprises. Nous connaissons les mêmes phénomènes, nous devons lutter contre la migration clandestine, dans le cadre des conventions des Nations unies, dans le cadre de l'arrangement avec les pays d'origine et les pays de transit. C'est ce que nous faisons en tous les cas en tant qu'Algérie», a indiqué

le ministre. «Je ne m'intéresse pas directement à ce que les Européens peuvent faire. C'est leur affaire. Je crois que les Européens ont suffisamment de capacités, de moyens et d'imagination pour gérer ce genre de situations», a déclaré Abdelkader Messahel.

Le ministre des Affaires étrangères a également évoqué les critiques dont fait l'objet l'Algérie concernant sa gestion de la crise migratoire.

«Que l'Algérie soit critiquée, nous savons dans quel contexte on fait face aux critiques.

Ce n'est pas innocent, c'est une campagne que certains essaient de mener contre l'Algérie», a estimé Messahel. «Nous sommes très sereins parce que, ce que nous faisons, nous le faisons dans le cadre du respect de nos lois. Nous le faisons dans le cadre du respect de la dignité humaine et nous le faisons dans le cadre de la concertation avec les pays de transit», a conclu le ministre.

Sommet international des «Smart city»

Alger s'enquiert des expériences internationales en matière de création de «villes intelligentes»

La séance matinale de la conférence internationale sur les villes intelligentes, les technologies globales et l'investissement, tenue, ce mercredi, à Alger, a été une occasion pour les responsables locaux de la capitale de s'enquérir des expériences internationales en matière de développement et de gestion des villes intelligentes.

Les experts intervenant lors d'un panel dédié à l'examen des différentes stratégies internationales en la matière, ont laissé entendre que la capitale algérienne disposait des éléments utiles pour l'émergence d'une Smart city à condition de poursuivre les efforts en termes de soutien de l'investissement privé, et notamment des startups, ainsi qu'en matière de numérisation. Le responsable des Smart-cities au niveau de la Banque mondiale Hyoug Gun Wang a ainsi noté que l'émergence des villes intelligentes nécessitait le développement de partenariats de type public-privé et l'encouragement de l'investissement privé dans tous les domaines et surtout dans les TIC. L'expert Didier Nkurikiyimfura, chef de la technologie et de l'innovation au niveau de la Smart Africa, un projet portant sur la construction d'une infrastructure télécom en Afrique sub-saharienne, en connectant à Internet ses neuf pays, a de son côté souligné que la concrétisation d'une ville intelligente est tributaire du degré d'inclusion des citoyens et de leur niveau de numérisation.

«Pour mettre en place une Smart city il faut avoir une très bonne collaboration entre le Gouvernement et toute la composante de la société civile», a-t-il dit. La responsable de la Smart city d'Oslo (Norvège), Siije Bereksten, a pour sa part estimé que l'aboutissement de ce type de projet est lié à l'efficacité des mesures entreprises pour encourager et motiver les jeunes compétences. Le marché des Villes Intelligentes est un marché en constante évolution dans le monde. Selon un rapport du cabinet Grand View Research, le marché de la ville intelligente atteindra 1400 milliards \$ d'ici 2 ans. De son côté, l'expert en TIC Younes Guerrar s'est réjoui de la volonté politique affichée pour la transformation progressive d'Alger en ville intelligente, c'est-à-dire une ville utilisant

massivement les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour améliorer la qualité des services urbains, en y appliquant les citoyens, les startups et l'ensemble de la société civile. Cependant, Guerrar a souligné la nécessité d'aller rapidement dans la résolution des problèmes techniques qui risquent de ralentir la concrétisation d'un tel projet, notamment en ce qui concerne les problèmes liés à la faiblesse du débit d'Internet et au nombre très réduit des fournisseurs d'Internet en Algérie. «Car avant d'avoir des villes intelligentes, il faut d'abord avoir des villes connectées», a-t-il observé. La rencontre se poursuit jusqu'à cet après-midi avec au menu l'organisation d'une cinquantaine de conférences-débats auxquelles assistent plus de 3000 experts et professionnels algériens et étrangers.

Alger ville intelligente, un projet «réaliste et réalisable», selon un expert international

La capitale, qui s'est engagée dans un projet ambitieux visant à transformer progressivement, à l'horizon 2035, cette ville en une «smart city» est un projet «réaliste et réalisable» vu la qualité des startups dont dispose la capitale, a indiqué, ce mercredi, un expert international en intelligence artificielle. Une année après le lancement de ce projet, «il y a beaucoup de choses qui ont été faites, notamment la création de nouvelles startups qui travaillent sur les technologies les plus avancées au monde», a témoigné Riad Hartani, expert international en intelligence informatique et conseiller stratégique de la wilaya pour le projet «Alger, ville intelligente». L'expert intervenait à l'occasion de la conférence internationale sur les villes intelligentes, les technologies globales et l'investissement, ouverte hier par le Premier ministre Ahmed



Ouyahia. «Je peux témoigner, moi qui accompagne des startups au niveau d'une vingtaine de pays à travers le monde, que les startups algériennes avec lesquelles je travaille sont au niveau des startups les plus avancées à l'échelle mondiale et elles proposent des solutions réelles», a-t-il soutenu. Le projet Alger smart city «est un projet réaliste et réalisable, les résultats après une année sont très positifs. Il faut juste continuer avec la même cadence en termes de création de startups. Il faut ensuite soutenir ces jeunes entreprises et les mettre en confiance», poursuit ce chercheur titulaire d'un doctorat en intelligence artificielle de l'université de Paris et détenant un parc technologique à la Silicon Valley au Etats-Unis. Géré par la wilaya d'Alger, le projet de la Smart City d'Alger vise à optimiser la gestion de la ville, dans le but d'améliorer la qualité de vie de ses citoyens. Cela nécessite une implication directe des différentes parties prenantes dans la ville, y compris, et sans se limiter, les services de transport, d'énergie, d'urbanisme, d'eau, de sécurité, de santé et de logistique, entre autres. Les technologies de l'information seraient au cœur de la conception de la Smart City et comprendraient les aspects liés à l'acquisition de données (capteurs, etc.), à la transmission de données (réseaux sans fil, etc.), à la gestion des données (stockage, Cloud, grandes données, etc.), et à l'optimisation des activités de la ville (intelligence artificielle, analyse, etc.). L'aspect fondamental de la conception de Smart City est de tirer parti des bases de données de la ville, d'optimiser le partage des données entre les différents départements de la ville, ainsi qu'avec les citoyens. Lors d'une rencontre sur les «Smart Cities» organisée à Londres, le maire d'Alger-centre, Abdelhakim Bettache, avait souligné que le projet Alger ville intelligente incluait, par exemple, le lancement de prestations innovantes tel que le self-service au sein de l'administration à

travers des bornes automatisées de distribution de documents administratifs et les prestations à distance utilisant les procédés de certification et de signature électroniques. Il s'agira en outre de mettre en service le projet E-commune». Pour ce faire, un premier grand fab lab (laboratoire expérimental) ainsi qu'un centre d'innovation technologique, répondant aux normes internationales et destinés aux startups et aux étudiants porteurs de solutions innovantes, ont été lancés lors de la conférence.

Lancement à Alger du laboratoire expérimental de la ville intelligente et d'un centre d'innovation technologique

Le laboratoire expérimental de la ville intelligente et le centre d'innovation technologique entrant dans le cadre du projet «Alger, Smart city» ont été lancés officiellement à l'occasion du sommet international des villes intelligentes dont les travaux ont débuté hier dans la capitale. Le laboratoire expérimental de la ville intelligente a pour ambition de fournir, en temps réel, un environnement où des solutions Smart City de pointe sont testées, avant d'être lancées, à grande échelle, dans la ville, a-t-on indiqué auprès des organisateurs. Il vise aussi à permettre aux sociétés technologiques mondiales leaders et les fournisseurs de solutions avancées de tester leurs solutions, interagir et travailler conjointement avec des startups, des entreprises et des laboratoires de recherche et développement. Il sera aussi un espace pour «tester et maîtriser des technologies innovantes, dans un environnement réglementaire optimal, ainsi que travailler pour un environnement de politique technologique permettant d'accélérer le déploiement des nouvelles technologies». Ce laboratoire fournit également aux laboratoires de recherche et développement, universités,

incubateurs, accélérateurs et startups «un environnement permettant d'accélérer la validation de leurs concepts et l'accès aux clients. Le centre d'innovation technologique a, quant à lui, pour objectif de fournir un environnement adéquat, où les différents acteurs de la chaîne de valeur technologique mondiale peuvent Interagir et de fournir un lien entre les sociétés mondiales et locales qui permettrait à la fois l'innovation technologique et la chaîne de valeur de la créativité. Il s'agit aussi de fournir un lien entre les incubateurs mondiaux et locaux, les accélérateurs et les sociétés de capital-risque qui contribueraient au développement d'une culture d'innovation, de fournir un mentorat mondial, des conseils, du financement et les ingrédients nécessaires au succès de startups et enfin d'agir comme un pont entre les acteurs de la technologie locale et la communauté mondiale de la technologie et des affaires. Le projet, Alger, Smart city, a pour objectif de réduire l'isolement technologique entre les start-ups, les entreprises et laboratoires de recherche et développement d'Alger et les pôles technologiques internationaux de pointe. Il vise aussi à réduire la dépendance au niveau local et optimiser la synergie entre les technologies mondiales, les entreprises et la technologie locale à Alger, accroître l'assurance des sociétés technologiques locales et relever les défis de la mise à l'échelle et du renforcement des champions de la technologie. Le sommet international des «Smart city» de deux jours s'est ouvert, hier, en présence du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, et des membres du gouvernement. Près de 40 Etats et 15 institutions de renommée mondiale dans le domaine des nouvelles technologies participent à cet événement ainsi que 4000 experts locaux et internationaux activant dans les TIC.

Synthèse Mouna M.



TIC

Ouyahia : «Nous accorderons de meilleurs avantages aux investisseurs dans le secteur»

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a appelé, hier, à Alger, les compétences algériennes vivant à l'étranger pour concourir au développement de l'Algérie, notamment, en matière des technologies du numérique.

«**N**ous lançons un appel à nos compétences expatriées pour concourir au développement de l'Algérie, à l'image de ce que font d'autres diasporas à travers le monde au bénéfice de leur patrie ou de leur patrie d'origine», a indiqué Ouyahia lors du sommet international sur les villes intelligentes qui rassemble plus de 4000 experts nationaux et étrangers, venant de 40 pays, et 15 institutions de renommée mondiale. S'agissant de la «valorisation des compétences nationales expatriées au service du développement national», le Premier ministre a indiqué que ce sommet auquel «prennent part quelques-uns de ces distingués compatriotes établis à l'étranger m'offre l'occasion de faire quelques commentaires», a-t-il dit. Il a affirmé que : «L'Algérie ne fait pas de distinction entre ses citoyens résidents et ceux d'entre eux établis à l'étranger». «Les dernières mesures volontaristes engagées par le président de la

République, Abdelaziz Bouteflika, en direction de la communauté nationale à l'étranger, en matière de logement, d'emploi ou d'investissement en sont des témoignages éloquentes», a-t-il soutenu. Il a ajouté que «les nouvelles technologies de l'information constituent un pont virtuel par lequel nos compétences à l'étranger peuvent, à partir de leurs pays de résidence, contribuer efficacement au développement de l'Algérie dans tous les domaines». Le Premier ministre a tenu à dire à cette occasion, à propos des «amis et partenaires étrangers» de l'Algérie, «que si mon pays offre des avantages attractifs aux investissements en général, il sera disposé à accorder aux investisseurs dans les nouvelles technologies de l'information des conditions et des avantages encore meilleurs, car l'Algérie entend tirer sa part de bénéfices de l'économie numérique qui est l'économie de demain à travers le monde».

Moussa O.



Formation professionnelle

«Le système suisse est un modèle à suivre», selon Mebarki



Le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, Mohamed Mebarki, a présidé, hier, une rencontre à l'Hôtel El Aurassi consacrée à la formation profession-

nelle et l'apport des entreprises suisses. Pour lui, «le système suisse est un modèle à suivre». La rencontre s'inscrit en droite ligne de la nouvelle approche de l'Algérie qui consiste en l'adoption d'un mode de formation par apprentissage où 80% de la formation se déroule au sein d'une entreprise économique et le reste dans les établissements du secteur. «Ce type de formation est très répandu en Suisse, un pays pionnier» a indiqué le ministre. Mebarki soulignera que la formation professionnelle dans notre pays a réalisé des avancées notables en matière de diversification de l'offre et de qualité des apprentissages. Il a rappellera les mesures et les actions diverses prises ces dernières années pour développer le secteur à travers l'élaboration d'une riche nomenclature de spécialités adaptées aux exigences de l'économie nationale et à l'évolution du marché de l'emploi.

Il a, également, mis en valeur l'effort considérable en matière d'infrastructures. Selon lui, «1250 établissements de formation sont répartis au niveau national».

Ceux-ci sont encadrés par 67 000 fonctionnaires, dont plus de 27 000 formateurs pour prendre en charge plus de 650 000 stagiaires. L'ambassadrice de Suisse en Algérie a mis en avant la disponibilité de son pays à accompagner notre pays dans ce secteur stratégique. Pour Muriel Berset Kohen, «la création de l'emploi pour les jeunes constitue un véritable défi pour chaque système de formation». Il fera savoir que le système de formation professionnelle de son pays semble si bien fonctionner qu'il occupe une place de choix chez les jeunes.

En Suisse, contrairement à d'autres pays, la formation professionnelle n'est pas une voie de garage. «En Suisse, l'implication active des entreprises dans la formation professionnelle est une situation «win win» contribue à l'un des taux de chômage les plus bas au monde (3%)», affirmera-t-elle.

Le taux de chômage ne dépasse pas 3%. 7/10 de jeunes se dirigent vers cette filière à la fin du premier cycle du secondaire, à 14-15 ans en moyenne», confie la diplomate.

Quels sont les points forts du système tant envié à travers le monde ? Selon Nicolas Bürgisser, député au grand Conseil du Canton de Fribourg et professeur dans une école de formation professionnelle

«le modèle suisse se distingue par sa grande perméabilité entre la structure de formation et l'entreprise et il existe un lien étroit entre la théorie et la pratique». Il expliquera que les jeunes apprentis passent trois jours par semaine en usine et deux à l'école où se donnent la formation théorique et la culture générale.

«La particularité de la Suisse est la coopération étroite établie entre la formation professionnelle les organisations du monde du travail», a-t-il renchéri. Il fera savoir que les entreprises privées paient à près 60% de tous les coûts de la formation professionnelle et proposent des places d'apprentissage aux jeunes. La Suisse a mis enfin au point des passerelles qui permettent à ceux qui ont une formation professionnelle de continuer leurs études au s'ils en ont envie.

A. A.

Pétrole

Le Brent en hausse, se rapproche des 80 dollars

Le prix du pétrole américain, déjà porté par les menaces accrues de sanctions américaines contre le pétrole iranien, a bondi, hier, à son plus haut niveau depuis 2014 après l'annonce d'une chute des réserves de brut des Etats-Unis. Le baril de WTI évoluait à 72,93 dollars sur le New York Stock Exchange, en hausse de 3,4% par rapport à la veille. Il s'agit de son plus haut niveau en séance depuis novembre 2014. A Londres aussi les prix grimpaient, le baril de Brent prenant 2,4% à 78,13 dollars. Les cours avaient déjà beaucoup progressé après l'avertissement lancé, ce mardi, par les Etats-Unis à tous les importateurs de pétrole iranien. Washington a, en effet, demandé à tous les pays d'arrêter leurs achats auprès de Téhéran d'ici le 4 novembre s'ils voulaient éviter les sanctions américaines. «Cette position intransigeante contre l'Iran va forcément conduire à une chute du pétrole iranien sur le marché mondial que les autres pays, malgré tous leurs efforts, peuvent difficilement compenser», a souligné John Kilduff de la société d'investissement Again Capital. La perspective d'une offre d'or noir moins abondante tend à faire monter les prix du brut. Ces derniers ont renforcé leur progression, hier, après la parution d'un rapport hebdomadaire officiel montrant entre autres une chute, de 9,9 millions de barils, des réserves de brut aux Etats-Unis. Mais d'autres points du rapport jouent aussi en faveur d'une hausse des prix aux Etats-Unis, à commencer par le fait que les Etats-Unis n'ont jamais autant exporté de brut (3 millions de barils/jour). «Les raffineries fonctionnent à une cadence extrêmement élevée (à 97,5% de leurs capacités, NDLR),



ce qui implique une demande très forte en brut», a aussi souligné Kilduff. Or, la production américaine, déjà à un niveau record (10,9 millions de barils/jour), «peut difficilement augmenter plus pour l'instant en raison des goulots d'étranglement dans le bassin permien», a ajouté le spécialiste. Le pétrole de schiste est particulièrement abondant dans cette zone à cheval sur le Texas et le Nouveau-Mexique. Les producteurs américains y ont multiplié les puits de forage ces dernières années, mais les infrastructures de transport n'ont pas suivi.

«Les entreprises sont obligées de freiner leur activité car les barils y sont simplement coincés», a noté Kilduff.

• Paix au Mali

Le processus avance très bien

«Le processus de paix au Mali avance très bien, a affirmé, hier, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, soulignant qu'on gagnerait à faire aboutir le processus politique pour que l'Etat malien se redéploie. Le processus avance et il avance très bien. Il ne faut pas confondre entre la mise en œuvre des accords de Bamako nés du processus d'Alger -donc la solution politique avance très bien-, et la lutte contre le terrorisme. Ça, ce sont deux situations différentes. Il y a un processus politique qui avance», a expliqué Messahel dans une interview accordée à Radio France internationale (RFI), soutenant qu'il faut «faire aboutir le processus politique pour que réellement la lutte antiterroriste soit une lutte beaucoup plus efficace». Le chef de la diplomatie algérienne a estimé qu'on gagnerait à faire aboutir le processus politique pour que «l'Etat se redéploie, que les institutions maliennes retrouvent la plénitude de leur potentiel et de leurs moyens, pour que la lutte contre le terrorisme soit une lutte plus efficace». A une question du journaliste de RFI sur une prétendue présence dans le Sud algérien du chef terroriste malien Iyad Ag Ghali qui dirige la «coalition groupe djihadiste» qui mène des attaques terroristes au Mali, rapporté par des sources locales, Messahel a répondu en résumant catégoriquement cette information.

«Nous n'avons pas d'informations comme quoi il se cache en Algérie. Je l'ai dit et répété aux officiels français et je l'ai répété à vos collègues, ces sources-là n'engagent que leurs déclarations», a-t-il affirmé. A propos du bilan à tirer du mandat du président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, qui arrive à son terme en juillet, le ministre a répondu : «C'est aux Maliens de tirer ce bilan, ce n'est pas à moi d'en tirer le bilan», soulignant que l'Algérie a des relations «historiques» avec les pays voisins et une «excellente» coopération avec le Mali.

Création de l'Académie de la langue amazighe Hadjar : «L'Algérie vit un moment historique à travers la consécration de l'article 4 de la Constitution»

Pour l'Académie de langue amazighe, une seule exigence : ses membres ne seront pas choisis «sur une base régionaliste et idéologique. Son fondement est purement scientifique», a déclaré, ce mercredi, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar.

«L'Algérie vit un moment historique à travers la consécration de l'article 4 de la Constitution portant création de l'Académie algérienne de la langue amazighe» a affirmé, mardi, le ministre de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Lors de la présentation du projet de loi organique y afférent au Conseil de la nation lors d'une séance plénière présidée par Abdelkader Bensalah, Tahar Hadjar a indiqué que la majorité des interventions se sont accordées à dire que la nouvelle instance constitue «une valeur ajoutée devant solutionner une ancienne problématique sociétale, à savoir la question amazighe». Selon lui, «le texte a pour but de préserver les composantes de notre identité nationale à savoir l'islamité, l'arabité et l'amazighité». Hadjar a relevé que le projet n'a fait objet d'aucune critique. «Cela confirme une prise de conscience de l'importance de cette académie», a-t-il ajouté.

«Depuis l'investiture du président de la République, il a mis en place une stratégie globale pour réconcilier les Algériens avec eux-mêmes. La question amazighe s'inscrit dans cet élan justement», a expliqué le ministre avant d'affirmer que «nul ne peut nier que le grand mérite revient au chef de l'Etat ayant pris des décisions courageuses et décisives depuis 2002 pour promouvoir tamazight». Pour Hadjar, l'institution de l'académie n'est qu'une étape qui sera suivie par d'autres mesures en faveur de tamazight. Cette dernière se décline en 13 dialectes. L'académie œuvrera donc à recueillir le corpus national de la langue amazighe dans toutes ses variétés linguistiques, d'établir sa normalisation à tous les niveaux de description et d'analyse linguistique et d'élaborer un dictionnaire référentiel de la langue.

La composition de l'Académie est fixée à 50 membres au plus, choisis parmi les experts et compétences avérés dans les domaines des sciences du langage et en rapport avec la langue amazighe et les sciences connexes. L'Académie disposera d'un conseil, d'un président, d'un bureau et de commissions spécialisées. Le président de l'Académie est nommé par décret pour un mandat de 4 ans. Il a, entre autres, missions la présentation d'un rapport annuel au président de la République après son adoption par le Conseil de l'Académie. «Le travail de l'académie est loin d'être une sinécure. La langue arabe a subi les mêmes péripéties avant de collecter son patrimoine en entier. Actuellement, le temps sera réduit avec le développement des méthodes de recherches», a-t-il fait remarquer. Hadjar a souligné cependant que la composante de cette institution inédite doit traduire la diversité culturelle de cette langue. Une seule exigence, les membres doivent avoir un niveau universitaire. Le choix ne se fera pas donc «sur une base régionaliste et idéologique. Son fondement est purement scientifique». Quant à l'écriture de tamazight, le ministre a déclaré que de son point de vue «elle devrait être transcrite en lettres arabes compte tenu de la parenté historique entre les deux langues». «C'est prématuré d'évoquer la question. Il ne faut pas s'engager dans un débat stérile car au final l'écriture de tamazight pourrait être tranchée par une décision politique», a-t-il renchéri. Les membres du Conseil de la nation ont salué dans leurs interventions les efforts fournis par le chef de l'Etat pour enrichir tamazight et l'arracher des griffes de «la surenchère politicienne».

Yesfa Mouloud



Démographie

L'année 2017 a connu plus d'un million de naissances



L'année 2017 a connu un volume de naissances vivantes dépassant pour la quatrième année consécutive le seuil d'un million de naissances, a-t-on appris auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Cependant, selon l'Office, le taux enregistré est en recul de 0,7% par rapport à 2016. Ainsi, «1,06 million de naissances vivantes auprès des services de l'état civil» ont été enregistrées

en 2017», répartis entre «541 189 garçons et de 518 325 filles». Par région, cinq wilayas ont enregistré le plus grand nombre de naissances vivantes. Alger arrive en tête de liste avec «102 025 naissances, suivie par Sétif (53 328), Oran (41 285), Constantine (38 112) et Batna (36 808). Pour ce qui est du taux global de la population, l'ONS informe que la population résidente totale en Algérie a atteint «42,2 mil-

lions d'habitants au 1^{er} janvier 2018», en relevant cependant, «une stagnation de la fécondité par rapport au niveau observé en 2016». Depuis 1990, la population algérienne est passée de «25 millions d'habitants à 34,1 millions en 2007 et à 42,2 millions au 1^{er} janvier 2018». Quant à la répartition de la population algérienne par sexe, le nombre d'hommes dépasse légèrement celui des femmes. L'on estime que sur une population de «41,72 millions enregistrée» «21,1 millions sont de sexe mâle» et «20,59 millions sont de sexe féminin». Dans un autre volet, s'agissant cette fois de l'espérance de vie, l'ONS informe que «190 000» cas de décès ont été enregistrés en 2017, soit «10 000 décès de plus» par rapport à 2016. Quant à l'espérance de vie, elle a été de «77,6 ans avec 76,9 ans pour les hommes et 78,2 ans pour les femmes». Pour ce qui est la mortalité infantile, le volume des décès des enfants de moins d'un an a atteint «22 240 en 2017», correspondant à une baisse de 31 cas. Quant au nombre de mort-nés, il a connu une diminution de «7% par rapport à 2016, avec un

nombre de 13 412 cas en 2017». Malgré cela, l'Office émet une hypothèse selon laquelle le rythme de croissance connu en 2017, allait se maintenir pour l'année 2018. L'ONS prévoit donc une «population résidente totale de 43,4 millions au 1^{er} janvier 2019». Cette évolution, risquerait de se maintenir jusqu'à 2040, année qui pourrait connaître un indice conjoncturel de fécondité de «2,4 enfants/femme», contre 3/femme en 2017. La population résidente en Algérie atteindra de «51,352 millions en 2030 et de 57,65». De même pour l'espérance de vie qui connaîtra une hausse non négligeable. L'hypothèse suggère que les hommes pourront vivre jusqu'à 82 ans et 83 ans pour les femmes. Ces mêmes projections montrent que la population des plus de 70 ans passera de 1,6 million de personnes en «2018 à 5 millions en 2040». Quant à la population des moins de 30 ans, elle passera de 22,73 millions en 2018 à 27,1 millions en 2040.

Amel Driss /Ag.

Tourisme

L'Etat encourage les investisseurs privés à travers des mesures incitatives et des facilitations

Le directeur de l'Aménagement touristique et de la Préservation du foncier touristique, Abdelhamid Terghini, a réitéré l'engagement de l'Etat à accompagner les investisseurs privés voulant investir dans le secteur. Il a également souligné «la volonté» des pouvoirs publics de parachever la stratégie mise en place pour la relance de l'activité touristique. Intervenant à l'ouverture des «5^{es} Journées internationales du Marketing hôtelier», placées sous le slogan «Investir dans des relations durables et fidéliser le client», le directeur de l'Aménagement touristique a rappelé les mesures «incitatives» prises pour encourager les investisseurs privés.

Dans ce sens, il a évoqué la mise en œuvre du plan d'actions s'étalant à l'horizon 2030 et dont un des axes consiste à encourager l'investissement privé. Terghini a assuré que «beaucoup de facilitations» ont été accordées à ces derniers, notamment s'agissant du foncier touristique en dégageant pas moins de 225 Zones d'Expansion touristique (ZET). Il a également cité les incitations fiscales et bancaires et autres avantages octroyés aux

investisseurs, dans le cadre de l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI), rappelant que depuis 2008, l'Etat a agréé plus de 2000 projets hôteliers privés générant environ 262 000 lits.

Sur ce nombre, près de la moitié a démarré, dont une centaine réceptionnée (10 000 lits) par an et en phase d'exploitation, a ajouté le même responsable, faisant savoir que l'objectif à l'horizon 2030, est de réaliser 200 000 lits pour accueillir 10 à 11 millions de touristes. L'Algérie comptabilise actuellement 1300 établissements hôteliers, d'une capacité totale de 112 000 lits, a-t-il souligné.

Les principaux axes de la stratégie adoptée en matière de tourisme outre l'encouragement de l'investissement, la stratégie gouvernementale en matière de tourisme se base sur la promotion de la destination Algérie, en la rendant «visible» sur la scène internationale, a-t-il poursuivi. Les deux autres axes consistant à assurer «la qualité à travers l'opération de réhabilitation en cours des établissements publics, ainsi qu'à concrétiser la concertation et le partenariat public/privé, ce dernier devant



«prendre le relais de l'Etat de manière graduelle». Terghini a, enfin, plaidé pour que «chaque secteur s'approprie» cette stratégie, estimant «indispensable» la synergie entre tous les départements pour l'aboutissement de cet ambitieux plan d'actions. Pour sa part, le directeur général de RH International-Communication,

Rachid Hessa, a insisté sur l'aspect de la formation du personnel, qui est selon lui, la base de tout. «Sans elle on ne peut offrir une prestation de service de qualité et c'est ce qui fait défaut aujourd'hui dans certains établissements hôteliers», a-t-il explicité.

Selma D.

Exportation

Djellab annonce la mise en place de nouvelles mesures

Des nouvelles mesures d'encadrement des exportations agricoles seront mises en place prochainement, et incluses dans la Stratégie nationale à l'export 2019-2023, a annoncé, ce mardi, le ministre du Commerce, Saïd Djellab.

Selon le ministre qui s'exprimait lors d'une conférence de presse à l'issue du 4^e atelier de consultation des acteurs de la Stratégie nationale des exportations, ces nouvelles mesures permettront, «d'éviter le refus des produits algériens à l'étranger». Pour le ministre, cet encadrement, au-delà de la raison du refus de certains produits algériens à l'étranger, est nécessaire au vu de l'«important potentiel» des exportations agricoles en Algérie, réalisées ces dernières années. «Ce n'est pas n'importe qui va exporter. Certes, chaque opérateur qui trouve une opportunité d'exportation peut le faire, mais il doit passer par un encadrement qui concerne toutes les procédures liées aux agréments et certificats phytosanitaires», a-t-il noté à ce propos. Le ministre informe par ailleurs que son département a désigné le foncier pour «instaurer une plateforme logistique pour les fruits et légumes». Cette plateforme permettra aux exportateurs de prendre contact directement avec les producteurs pour réaliser des opérations d'exportation. Comme autre action engagée, le ministre évoque «le développement de la grande distribution». A ce propos, il annonce le lance-



ment d'une étude visant à choisir les ports potentiellement prêts à «abriter des quais dédiés à l'exportation». Il importe de noter que ces mesures sont toutes inscrites dans la feuille de route de la Stratégie nationale des

exportations qui entrera en vigueur début 2019 jusqu'à 2023. Cette stratégie devant être finalisée d'ici le mois de juillet prochain, comme annoncé par le ministre, a pour objectif «d'encourager et diversifier

les exportations hors hydrocarbures», en exploitant le potentiel de quatre secteurs pilotes. Il s'agit de «l'industrie automobile, l'industrie pharmaceutique, les produits agricoles et agro-alimentaires ainsi que les nouvelles technologies d'information et de communication». L'on notera que la stratégie subira des ajustements en fonction des évolutions du marché international.

Le ministre a affirmé, dans ce cadre, que plusieurs problèmes posés par les opérateurs économiques, seront réglés, notamment ceux en relation avec la sortie de devises pour le financement des opérations liées à l'exportation.

Rappelons que lors d'une réunion ayant regroupé des cadres du ministère et des représentants de divers secteurs, le ministre a mis en avant «la nécessité de mettre en œuvre les instructions et les recommandations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika aux participants aux Assises nationales de l'agriculture, tenues le 23 avril dernier».

S'inscrivant dans le cadre de la concrétisation des instructions, il sera procédé à l'installation d'un groupe de travail chargé d'œuvrer à la réalisation du développement durable des exportations agricoles.

Amel Driss

Politique monétaire

Mohamed Loukal expose aux PDG des banques les grandes lignes

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, a exposé aux PDG des banques les lignes directrices de la politique monétaire, en contexte de refinancement du système bancaire et du Trésor par la Banque d'Algérie. Lors de cette rencontre avec la place bancaire du pays, qui avait également porté sur le nouveau dispositif de renforcement de la collecte des devises des particuliers, Mohamed Loukal, qui est sur tous les fronts pour booster le secteur bancaire, a tout d'abord présenté une analyse rétrospective retraçant le contexte de refinancement du système bancaire et de son évolution. Dans ce sens, il a

rappelé qu'en prévision du retournement de situation d'excès de liquidité du système bancaire qui avait duré une quinzaine d'années, la Banque d'Algérie avait promulgué une batterie de textes réglementaires pour faire face à l'assèchement prévisible de la liquidité bancaire.

L'introduction du nouveau cadre de mise en œuvre de la politique monétaire en mars 2017 a permis à la Banque d'Algérie d'ancrer les taux d'intérêt du marché interbancaire à court terme sur le taux directeur fixé à 3,5% : «Cela peut être considéré comme une réalisation majeure», a noté Mohamed Loukal devant les

banquiers. Dans ce sens, le gouverneur de la Banque d'Algérie a signalé qu'à partir de mi-novembre 2017, «les facteurs autonomes ont généré, de nouveau, un excédent de liquidité important qui s'est élevé à environ 1.500 milliards de dinars dans les premiers mois de 2018». Le Gouverneur de la Banque d'Algérie a souligné qu'au cours des prochains mois, la Banque d'Algérie «continuera à suivre de près tous les développements macroéconomiques et monétaires et ajustera, si nécessaire, les paramètres de l'ensemble des instruments à sa disposition pour assurer la stabilité des prix».

Z. A.

Développement local

Des acteurs locaux seront formés en «gouvernance participative et concertée»

Un nombre important d'acteurs locaux bénéficieront au niveau de 10 communes pilotes des premières formations en «gouvernance participative et concertée» lancées par le CapDel (Démocratie participative et développement local) dans le cadre de la mise en œuvre du Projet et du renforcement de leurs capacités en développement local. Pendant 5 jours, les concernés seront encadrés par des experts algériens en gouvernance participative et en planification stratégique locale, formés en avril et mai derniers à Alger par une expertise internationale composée du consortium Niska-Global Shift Institute (Canada) et du réseau italien des collectivités FELCOS-Umbria, mobilisée par le Programme, indique, ce mercredi, un communiqué du CapDel. Ils seront formés aux concepts de la démocratie participative et du développement local durable, intégré et inclusif, pour la gestion des affaires de leurs communes. Le CapDel est mis en œuvre dans 10 communes modèles, représentatives de la richesse et de la diversité du territoire national : El Khroub (Constantine), Timimoun (Adrar), Beni Maouche (Béjaïa),

Ghazaouet (Tlemcen), Djemila (Sétif), Djanet (Illizi), Babar (Khenchela), Ouled Ben Abdelkader (Chlef), Tizirt (Tizi-Ouzou), Messaâd (Djelfa). L'objectif de ce Programme est la formation des acteurs locaux : élus et cadres de l'administration communale, cadres de la daïra, représentants de subdivisions sectorielles, représentants d'associations communales, de comités de quartiers et de villages, jeunes et femmes, universités.

Les initiateurs préconisent que «c'est un moment fort dans la mise en œuvre du Programme CapDeL et l'instauration d'une culture de gouvernance participative, avec le regroupement, pour la première fois et autour d'une même table, de différents acteurs clé et parties prenantes du territoire de la commune».

Cet apprentissage au travail conjoint, à la concertation et à la planification du développement local, a pour objectifs d'apporter des réponses stratégiques aux attentes des citoyens en matière de services publics de qualité, et d'opportunités de créations d'emplois et de richesses dans leur commune, sur

un horizon de 5 ans à travers des Plans communaux de développement de «nouvelle génération». CapDel note que l'appropriation, par les acteurs des communes pilotes des concepts novateurs comme la gouvernance participative, le développement local, l'intégration, l'inclusivité et la durabilité «sera accompagnée par des exercices pratiques et des échanges d'expériences qui permettront aux bénéficiaires de ces formations de mieux les assimiler et les adapter à la réalité de leur territoire», relevant que chaque session «sera clôturée par des actions concrètes pour mettre en œuvre les nouvelles approches assimilées durant la formation».

Ainsi, les acteurs locaux «s'exerceront à l'activation des mécanismes de concertation territoriale et à l'organisation du travail des organes de participation citoyenne au niveau de leur commune en procédant à la mise en place de leurs Conseils consultatifs communaux, à la désignation de ses membres et à la création des commissions thématiques, sur la base de la «Charte communale de participation citoyenne» qui encadre la participation des

différents acteurs du territoire dans la gouvernance de la commune». Sur la base du diagnostic territorial participatif de chaque commune, élaboré par des experts algériens, les participants à la formation «apprendront aussi à mieux connaître leur territoire, à construire une vision partagée par tous, de son potentiel et de ses capacités, et lancer, ensuite, la planification stratégique locale à travers l'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD) de «nouvelle génération». Le CapDeL (Démocratie participative et développement local) est un programme promu par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), avec le soutien de l'Union européenne.

Il vise, à travers le renforcement des capacités des acteurs du développement local, la promotion d'une gouvernance locale concertée et transparente, le renforcement de la cohésion sociale et l'émergence d'une économie locale solidaire et diversifiée.

Selma Dey

Saison estivale

21 plages interdites à la baignade à Alger

Quelque 66 plages ont été autorisées à la baignade par les services de la wilaya d'Alger qui ont interdit 21 plages à la baignade pour la saison estivale 2018 au niveau de la wilaya d'Alger, a-t-on appris auprès de la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger.

Le lieutenant Khaled Ben Khalfallah a déclaré que «les autorités de la wilaya ont décidé d'interdire la baignade dans ces plages en raison du manque d'aménagement, de l'inexistence de voies d'accès aux plages, de la pollution et de la qualité des eaux non conformes aux normes de santé et d'hygiène publiques». «Il s'agit des plages Champs de tir (Zéralda), traitement par les eaux de mer (Staouéli), la Fayette, Belverde (Hammamet), Dominique (Aïn Bénian), Aouina Hosni 2, la plage des sports aquatiques (Raïs Hammidou), la plage le petit Bassin, El Djemiline, l'Olivier (Bologhine), Remila (Bab El Oued), Kaa Sour (Casbah), Sablettes (Belouizdad), Mazela, Lido (Mohammadia), Stamboul (Bordj El Kiffan) et Coco plage (Bordj El Bahri) et Zerzouria (Aïn Taya).

La Protection civile mobilise environ 600 maîtres nageurs saisonniers afin de sécuriser les plages d'Alger

Benkhelfallah a souligné que la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger a mobilisé cette année 685 agents de la Protection civile et maîtres nageurs dont 574 saisonniers et plongeurs ainsi que des moyens matériels englobant des équipements à l'image de bateaux de sauvetage et des ambulances. Le responsable a saisi cette occasion pour appeler les estivants à la vigilance pour éviter les cas de noyade et à surveiller les enfants, notamment au niveau des plages qui connaissent une grande affluence.

La Direction générale de la Protection civile lancera, la semaine prochaine, comme chaque année, des campagnes de sensibilisation aux dangers qui guettent la saison estivale, a souligné Benkhelfallah. Le même responsable a rappelé le bilan de la saison estivale 2017, qui avait enregistré plus de 3,5 millions d'estivants à travers les différentes plages d'Alger où le nombre d'interventions de la Protection civile était de 2865 interventions durant lesquels 671 personnes ont été sauvées dont 369 enfants et 1679 personnes ont été secourues enregistrant 6 cas de noyade à travers les plages.

Houda H.



• Sortie de promotions à l'Ecole militaire polytechnique de Bordj El Bahri



Le commandant de la 1^{re} Région militaire, le général-major Habib Chentouf, a présidé, ce mardi, à l'Ecole militaire polytechnique Abderrahmane-Taleb (Alger), la cérémonie de sortie de deux promotions représentant la 45^e promotion d'officiers ingénieurs et la 3^e promotion de formation complémentaire en Master, en présence d'officiers supérieurs de l'Armée nationale populaire (ANP). La cérémonie de sortie de ces promotions, baptisées du nom du chahid Ali Baroudi a été initiée par l'inspection des promotions sortantes par le commandant de la 1^{re} Région militaire. Dans son allocution à l'occasion, le commandant de l'école, le général Salim Grid a affirmé qu'une formation militaire théorique et pratique de haut niveau a été dispensée au profit de ces deux promotions

pour en faire une élite de l'ANP digne héritière de l'Armée de Libération nationale (ALN). Il a salué, en outre, les efforts consentis par le haut commandement de l'ANP en matière de formation pour s'adapter aux exigences de l'heure.

Le général Grid a appelé les promotions sortantes à «prendre conscience des défis à devoir relever», les exhortant à accomplir leur mission «avec dévouement et fidélité au serment des chouhada de la glorieuse Guerre de Libération qui demeure plus que jamais source d'inspiration exceptionnelle». Les élèves ont prêté serment avant la remise des grades et diplômes aux majors de promotion puis la passation de l'emblème national à la promotion entrante.

La cérémonie a été clôturée par une parade militaire. A cette occasion, le commandant

de la 1^{re} Région militaire a présenté un exposé sur les activités opérationnelles réalisées à l'école, outre des projets de fin d'études de certains officiers ingénieurs de la 45^e promotion, en effectuant une visite aux différentes unités d'enseignement et de recherche de cette école. La famille du chahid Ali Baroudi a été honorée à cette occasion. Né le 15 septembre 1896 à Boudouaou (Boumerdès), le chahid Ali Baroudi a rejoint les rangs de l'ALN en 1956 après l'adhésion de son frère en 1955 avec qui il a créé avec d'autres moudjahidine un centre pour l'ALN à Sidi Moussa en 1956 où il a été désigné responsable à sa tête. Il a poursuivi son combat avant de tomber au champ d'honneur le 13 décembre 1958 dans un accrochage avec les forces coloniales.

H. H.

Blida

Bientôt des caméras de surveillance au niveau des services de l'état civil

Des caméras de surveillance seront installées au niveau des services de l'état civil de la wilaya de Blida, en application d'une instruction du wali, Mustapha Layadhi, visant à protéger leurs employés d'éventuelles agressions de la part de certains citoyens «non responsables», a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Cette mesure préventive fait suite à l'enregistrement, ces derniers temps, de nombre d'agressions sur des employés de l'état civil durant l'exercice de leur fonction dans les différentes régions de la wilaya, a relevé le wali durant une rencontre l'ayant réunie, ce lundi soir, avec les secrétaires généraux des communes et les chefs des services d'état civil. «Il est impératif de mettre un terme à ces comportements inadmissibles», a-t-il martelé, avant de donner des ins-

tructions pour l'installation des caméras dans les «plus brefs délais» pour garantir la sécurité des employés des services concernés. Il a également incité ces derniers à porter plainte contre toute personne leur portant atteinte physiquement ou verbalement.

«La dignité du fonctionnaire est au-dessus de toute considération», a affirmé le wali. Outre la sécurité des préposés aux guichets de l'état civil, cette mesure devrait également contribuer au contrôle du niveau de prise en charge des préoccupations des citoyens, notamment concernant la délivrance des documents d'état civil afin d'offrir le meilleur modèle possible du service public qui commence par le bon accueil du citoyen, a-t-il souligné. A noter que cette démarche fait suite aux sorties d'inspec-

tions réalisées par la Direction de la réglementation et des affaires générales (DRAG) aux services d'état civil de la wilaya, où elle a fait le constat de nombreuses insuffisances, outre des dépassements commis par des employés et impactant négativement sur la qualité des prestations fournies aux citoyens.

Il a été signalé, entre autres, la détérioration des registres d'état civil au niveau d'un nombre de communes, dont Larbaâ, Beni Merad, et Oued El Alleug, parallèlement à un retard dans la signature des actes d'état civil. Certains employés continuent, en outre, d'adopter la méthode manuelle dans la délivrance de documents administratifs au lieu d'exploiter la technologie moderne (informatique), en arguant qu'ils ne sont pas qualifiés pour ce faire.

Une situation dont le wali a exprimé le «rejet total» au motif qu'elle est «à l'opposée des orientations du gouvernement visant la modernisation de l'administration, ayant contribué à l'éradication de 90% des problèmes enregistrés au niveau des guichets d'état civil», a-t-il observé. Aussi, a-t-il ordonné le recensement de ces employés en vue de décider de sanctions à leur rencontre, pouvant aller jusqu'à leur licenciement, selon le wali, outre l'entame du renouvellement des registres d'état civil. La DRAG avait organisé à la mi-mai dernier, une journée de formation au profit des présidents des communes et des chefs des services d'état civil sur les modalités de délivrance des documents en évitant les erreurs, tout en fixant la responsabilité civile et pénale dans le cas d'erreurs.

Tomate industrielle à Aïn Defla

Une production de près de 1,5 million quintaux attendue

Une production prévisionnelle de 1,47 millions de quintaux (q) de tomate industrielle est attendue à Aïn Defla au titre de la saison agricole 2017-2018, ce qui représente une hausse de 20,81% par rapport à celle réalisée la saison dernière (1,16 millions q), a annoncé, hier, un responsable de la Direction des services agricoles (DSA). Cette hausse est, notamment justifiée par l'augmentation de la superficie plantée (elle est passée de 1200 hectares (ha) à 1700 ha durant la période considérée) et du nombre d'agriculteurs versés dans cette filière

ainsi qu'aux facilitations qui sont accordées à ces derniers en matière d'écoulement de leur marchandise, a indiqué le chargé des statistiques à la même direction, Amar Saâdi.

Les rendements attendus sont de l'ordre de 980 q/ha, a précisé Saâdi, faisant remarquer que les communes concernées par la plantation sont au nombre de 19 (sur un total de 36 que compte la wilaya). La date de la récolte du produit devrait se situer vers la mi-juillet prochaine, a-t-il signalé, faisant remarquer que l'opération de plantation qui avait débuté le 20 mars

dernier a été interrompue pendant une vingtaine de jours pour cause d'intempéries. Au total, 125 agriculteurs opérant dans la sphère de la tomate industrielle sont concernés par la récolte du produit, a-t-on relevé, notant que les variétés plantées concernent, notamment, camélia, casiasa, si-5, andria, fehla, jinene, mordjane et albatros. Des cultivateurs ont émis le souhait de ne pas voir se reproduire le scénario de l'été dernier durant lequel une part de leur production avait été jetée en raison de la canicule et de l'absence de conserveries dans la région.



Batna

Sortie de 6 promotions à l'Ecole supérieure de l'arme blindée d'Oued Chaaba

Le commandant de la 5^e RM, le général-major Amar Athamnia, a présidé, ce mardi, à l'Ecole supérieure de l'arme blindée (ESAB) «chahid Mohamed Kadri» d'Oued Chaâba, wilaya de Batna, la cérémonie de sortie de six promotions.

Ces nouvelles promotions sont la 52^e des officiers de maîtrise, la 22^e des officiers d'application spécialité blindés, la 8^e promotion des officiers d'application spécialité reconnaissance et guerre électronique, la 24^e d'aptitude professionnelle militaire (2^e degré), la 44^e d'aptitude professionnelle militaire (1^{er} degré) et la 33^e promotion du certificat professionnel militaire (2^e degré). Le commandant de l'école, le général-major Mohamed Omar, a souligné, dans son allocution, que les éléments de ces promotions ont reçu une formation globale les habilitant à rejoindre leurs pairs dans les différentes unités de l'Armée nationale populaire (ANP) et assumer les tâches qui leurs seront confiées. L'état-major de l'ANP, a-t-il ajouté, a mobilisé tous les moyens nécessaires pour investir la ressource humaine et préparer des soldats compétents à l'image de leurs aïeux les moudjahidines. Ces nouvelles promotions ont été baptisées du nom du chahid Aïssa Derbali, a ajouté le général-major Mohamed Omar qui a

rappelé que l'ESAB a formé, courant de cette année, «deux promotions d'officiers et de sous-officiers dans diverses spécialités au profit de pays frères et amis en plus de trois promotions d'éléments du service national». Cette cérémonie, marquée par l'inspection des promotions sortantes, la prestation de serment, la remise des grades et attestations, a été suivie de «Portes ouvertes» et d'une visite guidée vers la zone pédagogique de l'école avant l'exécution de manœuvres des blindés. La cérémonie a été clôturée par la distinction de la famille du chahid Aïssa Derbali dont le nom a été donné aux promotions sortantes. Né en 1924 au village Zlatou à T'kout, Derbali fut un militant nationaliste qui participa à la préparation de la Révolution de Novembre 1954 et y prit part à plusieurs batailles jusqu'à sa mort au champ d'honneur le 29 mars 1959 au mont Thamer, aux côtés des colonels Amirouche, Si El Houas et Mohamed Benakcha.

Sassi M.



Constantine

250 établissements scolaires et centres de formation ciblés par le programme de sensibilisation et de lutte contre la toxicomanie

Le programme de sensibilisation et de lutte contre la toxicomanie, initié par la sûreté de wilaya de Constantine au titre de la saison scolaire 2017-2018, a ciblé 250 établissements scolaires et centres de formation professionnelle en plus des universités, a révélé, ce mardi, un cadre de ce corps sécuritaire. «Cette opération a pour mission de sensibiliser, sur la gravité du phénomène de la consommation de la drogue qui menace les jeunes», a indiqué le responsable de la cellule de l'information et de la communication à la sûreté de wilaya, le lieutenant Bilal Benkhelifa, en marge d'une journée «Portes ouvertes» sur la toxicomanie, organisée dans le cadre de la célébration de la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues, célébrée annuellement le 26 juin. «L'opération vise également à rendre ces jeunes conscients

quant à l'importance de préserver leur santé», a-t-il ajouté lors de cette journée organisée au Palais de la culture Mohamed Laïd-El Khalifa. Une équipe pluridisciplinaire composée de médecins généralistes, de psychologues et des cadres de ce corps de sécurité a été mobilisée pour assurer le bon déroulement de cette campagne organisée avec la collaboration de plusieurs partenaires dont la Fédération nationale de lutte contre la drogue et la toxicomanie (FNLD) et les scouts musulmans algériens (SMA), a poursuivi le lieutenant Bilal Benkhelifa.

Ce dernier a fait savoir que plusieurs cas ont été orientés vers le centre de désintoxication de la cité Zouaghi-Slimane pour bénéficier des soins médico-psychologiques nécessaires. L'officier a également souligné que plusieurs cas de jeunes toxicomanes demandant aide et

assistance par le biais du numéro vert 1548, ou la page Facebook de la sûreté de wilaya de Constantine, ont été orientés vers les spécialistes du centre de désintoxication, rappelant que les services de la police ont saisi l'année précédente 100 000 comprimés de psychotropes à travers les 12 communes de la wilaya. Ce programme de sensibilisation et d'orientation est inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de la Direction générale de la sûreté de wilaya (DGSN), visant la prévention contre ce fléau qui progresse constamment chez la frange des adolescents, a affirmé Benkhelifa. Des cellules d'écoute ayant pour objectif de renforcer le dispositif de lutte contre le phénomène de la drogue et de la toxicomanie, tout en contribuant à accueillir les personnes dépendantes aux drogues et les orienter vers les secteurs compétents pour leur prise en

charge, ont été installées à travers plusieurs structures de ce corps sécuritaire, a indiqué le représentant de la police.

Dans la wilaya de Constantine, le nombre des affaires liées au trafic de drogue a connu une hausse sensible durant les 5 premiers mois de l'année en cours, a précisé le lieutenant Benkhelifa, notant que 274 affaires impliquant 418 personnes ont été enregistrées contre 178 affaires (273 stupéfiants) recensées durant la même période de l'année précédente. Aussi, près de 40 kg de cannabis et 25 000 comprimés de psychotropes ont été saisis par les mêmes services entre les mois de janvier et mai 2018, contre 5 kg et 87 771 comprimés de psychotropes dénombrés pendant la même période de l'année 2017, a-t-on signalé des responsables de la sûreté de wilaya.

M. E-H.

Skikda

Perspectives prometteuses pour développer l'ancien port et favoriser le tourisme

L'ancien port de Skikda connaîtra prochainement une vaste opération d'extension qui s'inscrit dans le cadre des perspectives de développement de cette infrastructure portuaire visant le renforcement de ses capacités et le développement du tourisme, a indiqué, ce mardi, le directeur des biens et des travaux auprès de cet établissement, Oualid Boukous. L'ancien port de Skikda a bénéficié d'une opération d'extension d'environ 90 ha (côté terre) en plus de la façade déjà existante de 32 ha, a indiqué dans une déclaration à Boukous, en marge de la cérémonie d'ouverture de journées d'étude sur les travaux de réaménagement du port pétrolier organisées à la salle de conférence de l'entreprise portuaire de Skikda, précisant que les études de réalisation tirent à leur fin. Une enveloppe financière de 108 milliards de dinars a été allouée à ce projet dont la réalisation s'étalera sur une quinzaine d'années, a fait savoir le

même responsable. Cette extension qui devra annexer l'ancien port et le nouveau port à partir de l'Oued Safsaf en direction de la plage verte, et son ouverture sur la ville de Skikda à travers la création d'un espace de détente favorisera considérablement l'activité touristique dans cette wilaya. De son côté, le responsable du département du suivi et de contrôle auprès du laboratoire des études marines, Nasreddine Mechti, a précisé que ce projet revêt une grande importance dans la mesure où il va permettre de croître les capacités d'accueil du port commercial en offrant les espaces adéquats pour tous les bateaux et faciliter leurs mouvements. L'opération d'extension portera également sur la réalisation d'un quai terminal pour les conteneurs d'une profondeur de 15 m et un quai spécial céréales de 15 m de profondeur et un quai commercial de 604 m.

Mila

Neuf affaires liées à la diffusion des sujets des examens du BEM et du baccalauréat enregistrées

Les services de la sûreté de wilaya de Mila ont enregistré 9 affaires liées à la diffusion de sujets des examens du BEM et du baccalauréat sur Internet avant la fin de la période légale du déroulement des épreuves, a-t-on appris, de ces mêmes services. Ces affaires ont été révélées lors d'une conférence de presse organisée par le chef de la sûreté de wilaya, le commissaire divisionnaire Mourad Zenati, et les chefs de la

sécurité publique et de la Police judiciaire pour faire état du bilan de la sûreté de wilaya durant le premier semestre de l'année en cours. Les mêmes services ont également précisé que 2 cas de diffusion de sujets via le web concernent l'examen du BEM, ajoutant qu'une fille, impliquée dans l'une de ces deux affaires, a été présentée, ce dimanche, devant les autorités judiciaires, qui ont ordonné la poursuite des

investigations pour débusquer ses complices. S'agissant de l'examen du baccalauréat, les mêmes services ont enregistré 7 affaires dont 4 ont été signalées le dernier jour des examens ce lundi, relatives à la diffusion des sujets avant la fin de la période légale (équivalent à la moitié de la durée de l'examen), indiquant que l'enquête est en cours pour mettre la main sur les coupables en vue de les traduire devant la justice.

• El Tarf

Une trentaine de promus de la formation professionnelle honorée

Pas de 25 promus de la formation professionnelle ayant suivi un cursus de formation dans diverses spécialités ont été honorés, ce lundi, à El Tarf, en marge des Journées de sensibilisation et d'information dédiées au secteur. Selon le directeur de la formation professionnelle et d'apprentissage, Hadji Abdelwahab, cette initiative vise à encourager les jeunes à profiter des opportunités de formation qui leur sont proposées par l'Etat pour disposer d'un métier pour un nouveau départ facilitant l'intégration dans le monde du travail.

La cérémonie de remise de diplômes et cadeaux, à laquelle ont pris part les autorités locales, au niveau de la bibliothèque principale de la lecture publique Louise Françoise dite Mabrouka Belgacem du chef-lieu de wilaya, a été également saisie pour passer en revue les efforts déployés par le secteur, non seulement en direction des jeunes ayant échoué dans leur cursus d'études, mais aussi pour former toute une génération en plusieurs spécialités et métiers leur permettant de créer leurs propres entreprises par le biais des différents dispositifs d'aide de l'Etat. Le bilan des activités du secteur durant la période allant de 2000 à 2018 fait état de l'inscription d'un total de 141 324 stagiaires répartis à travers 6242 filières englobant 42 spécialités au niveau de la wilaya d'El Tarf où 118 754 stagiaires sont sortis des différents établissements de la formation. La même source a également rappelé que pas moins de 10 255 stagiaires répartis entre 166 spécialités poursuivent leur cursus de formation au niveau de 18 établissements du secteur.

Oran

119 tonnes de bouteilles en matière plastique collectées lors du 1^{er} trimestre 2018

Pas moins de 119 tonnes de bouteilles en matière plastique ont été collectées durant le 1^{er} semestre 2018 au niveau des Centres d'enfouissement technique (CET) de la wilaya d'Oran, a-t-on appris auprès de la responsable de cette entreprise, Dalila Chellal.

La même source a tenu à mettre en garde contre les effets négatifs de cette matière en rappelant que «le plastique met entre 100 et 1000 ans à se dégrader dans la nature, et cela peut avoir des conséquences sur la faune et la flore». Soulignant, au passage, que dans une wilaya comme Oran où chaque habitant produit 31 025 kg de déchets par an, il est essentiel de trouver des façons de recycler et de réutiliser les produits comme le plastique, la responsable de l'EPIC «CET Oran» invite tous les citoyens à ramener leurs déchets secs recyclables (plastique, carton, papier, verre, aluminium,...) au niveau du centre urbain de tri sélectif des déchets du quartier Medina J'dida d'Oran. Des efforts sont consentis par l'EPIC CET Oran dans le développement de cette nouvelle industrie de recyclage dont l'importance se fait de plus en plus sentir sur le double plan économique et environnemental. A cet effet, cette entreprise chargée de la gestion des

centres d'enfouissement technique d'Oran a conclu, récemment, avec la Direction de l'éducation, un accord pour la récupération des cahiers à la fin de l'année scolaire. «Il s'agit de récupérer les cahiers directement au niveau des écoles, ce qui représente un volume très important de papier recyclable», a indiqué la directrice de l'EPIC «CET Oran», Dalila Chellal, précisant qu'une fois jeté à la poubelle avec les autres déchets organiques notamment, «le papier perd de sa valeur».

Le papier collecté sera revendu à des entreprises spécialisées dans le recyclage de cette matière qu'ils transforment en pâte.

Cette dernière sera, soit reprise par des opérateurs nationaux, soit destinée à l'exportation. L'EPIC CET Oran est déjà conventionnée avec 54 établissements scolaires dans différentes localités pour la récupération de leurs déchets valorisables comme le papier et le plastique.

Lehouari K.



Tlemcen

Plus de 3 000 foyers raccordés à un réseau à très haut débit via la fibre optique



La ministre de la Poste, des Télécommunications et des Technologies du numérique, Imane-Houda Faraoun a procédé, ce mardi, à Tlemcen, au raccordement de 3063 foyers à travers sept communes au réseau de fibres optiques à très haut débit, comme première étape dans la wilaya. Cette opération dont le coup d'envoi a été donné au quartier Yaghmoracene de Tlemcen sera généralisée à d'autres communes de la wilaya suivant la demande pour atteindre 10 000 autres foyers, a déclaré la ministre. Imane-Houda Faraoun a indiqué que cette technologie durable et sécurisée offre un très haut débit d'internet atteignant 100 mégabits à la seconde pour les résidents et un gigabit pour les professionnels, soulignant que le programme de 2018 pour le déploiement de ce réseau devra prendre en charge les régions non touchées par cette opération.

La ministre a estimé que la situation de la communication est satisfaisante dans la wilaya et que le taux de saturation de 4^e génération (4G) varie entre 50 et 54 %, à l'exception dans certaines zones montagneuses où le taux est de 90%.

La ministre a procédé au lancement des travaux du projet de raccordement au réseau de fibre optique entre les communes d'Aïn El Kebira et de Nedroma sur une distance de 12 km, qui s'ajoutent à 3 autres projets de ce genre sur une distance de 72 km pour le raccordement des communes de Sebdo et d'El Aricha (50 km), Tlemcen et Hennaya (12 km) Maghnia au village de B'taim (10 km). Imane-Houda Faraoun a souligné que ces projets s'inscrivent dans le cadre de la modernisation et de sécurisation du réseau de la wilaya permettant le raccordement des populations et des administrations des communes au réseau de fibres optiques et l'augmentation du champ de fréquence de 1,54 téraoctets/seconde. La ministre a inauguré aussi quatre agences commerciales de «Algérie Télécom» à Tlemcen, Nedroma, Maghnia et Ghazaouet et a posé la première pierre du projet de construction du complexe postal de Chetouane comportant le nouveau siège de la direction de l'unité postale de Tlemcen et un bureau de poste de 3^e degré. Imane-Houda Faraoun, qui a inauguré aussi deux autres

bureaux de poste au quartier Sidi Saïd de Tlemcen et à Nedroma, a indiqué que certaines zones de Tlemcen enregistrent une croissance démographique, soulignant qu'avec l'aménagement de 16 bureaux de poste en cours, la réalisation de 10 nouveaux bureaux de poste et la reconversion de locaux en bureaux de poste, la pression sur les bureaux de poste actuels baissera et la qualité du service offert aux clients s'améliorera.

Par ailleurs, la même responsable a fait savoir que la situation de 100 jeunes a été régularisée cette année parmi ceux qui exercent à Algérie Poste par des contrats pré-emploi dont 15 seront placés au mois de septembre prochain.

La wilaya de Tlemcen a bénéficié, au titre du programme d'emploi de l'exercice 2018, de 40 postes de facteurs et 14 d'agents de guichets.

Une opération d'évaluation de la performance de l'emploi au secteur de la poste sera effectuée au dernier trimestre de l'année en cours, selon la ministre qui a signalé l'ouverture de nouveaux bureaux de poste permettant de recruter de nouvelles promotions de jeunes.

Mostaganem

Ouverture de la saison estivale par l'inauguration de structures touristiques

L'ouverture de la saison estivale de l'année 2018 dans la wilaya de Mostaganem a été marquée, ce mardi, par l'inauguration de structures touristiques et d'espaces de loisirs et de détente pour familles et jeunes. Le wali de Mostaganem, Mohamed Abdennour Rabhi a inauguré un camp de jeunes, d'un coût de plus de 136 millions de dinars, à la plage «Petit port» dans la commune de Sidi Lakhdar et a inspecté sur la même plage un camp d'été pour familles d'une capacité d'accueil de 350 estivants qui entrera en service le 1^{er} juillet prochain. Aussi, Rabhi a donné, à la forêt de Cap Ivy dans la commune de Benabdemalek Ramdane, le coup d'envoi des travaux de réalisation d'un espace de repos de 17 hectares au titre de l'investissement privé, pour un coût de 240 millions de dinars. Au titre de la saison estivale, le littoral de Mostaganem a été aménagé entre les plages de Salamandre et la crique de Sablettes sur une distance de 4 km avec la création de 11 parkings d'une capacité d'accueil de 2840 véhicules dans la commune de Mazaghran et la réalisation de trois stades de proximité pour jeunes. Dans la zone d'expansion touristique de Mazaghran, le wali a inauguré un complexe touristique comportant un hôtel et une résidence touristique d'une capacité d'accueil de 170 lits, réalisés pour un coût de plus de 358 millions de dinars. A la façade maritime de Sablettes, une exposition d'équipements et de matériels de la Protection civile a été organisée, en plus d'un exercice de simulation pour tester les capacités des agents de sauvetage et de secours et de transport des victimes vers les établissements de santé. Pour cette année, la wilaya de Mostaganem enregistre l'ouverture de 40 plages autorisées à la baignade dont 7 nouvelles devant accueillir plus de 15 millions d'estivants cette saison. Les structures touristiques de la wilaya ont été renforcées par 5 hôtels qui s'ajoutent au 32 autres établissements, d'un parc de jeux aquatiques et de 44 camps d'été, soit une capacité totale de plus de 28 000 lits.

Tissemsilt

Les travaux de réalisation d'un 3^e Institut national spécialisé en formation professionnelle lancés

Les travaux de réalisation d'un 3^e Institut national spécialisé en formation professionnelle ont été lancés dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris auprès du directeur du secteur. Khaled Belkharoubi a indiqué, en marge de la cérémonie de clôture de l'année de formation 2017-2018, que ce projet, doté d'une enveloppe de 310 millions de dinars au titre du programme quinquennal dernier, porte sur la fourniture de 300 postes pédagogiques et un internat de 60 lits. Cet institut, le 3^e du genre dans la wilaya, sera réceptionné après 30 mois de travaux.

Il devra assurer une formation dans les domaines liés au bâtiment à l'instar de l'électricité, de la géométrie, de la plomberie, de la sculpture architecturale sanctionnée de diplômes de technicien et technicien supérieur. Par ailleurs, le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya prévoit la réception avant la fin de l'année courante d'un Institut national spécialisé en formation professionnelle à Khemisti d'une capacité de 300 postes pédagogiques, outre un internat de 120 lits au profit des stagiaires dans les spécialités en agroalimentaire, à l'instar de la transformation du lait, des céréales et de la viande. Les travaux de réalisation de

cette structure, dotés d'une enveloppe de plus de 440 millions de dinars au titre du programme sectoriel, enregistrent un état d'avancement de 80%. Le responsable a fait part des démarches pour la reconversion de cet institut en centre d'excellence spécialisé en formation professionnelle devant représenter une référence véritable en formation dans les spécialités liées aux industries de transformation alimentaire, surtout que la commune de Khemisti accueille actuellement plusieurs investissements dont celui de réalisation d'une usine de production de pâtes alimentaires. Par ailleurs, la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels a recensé la sortie de 3470 stagiaires des établissements de formation de la wilaya durant l'année 2017-2018 dans 17 spécialités, selon Belkharoubi. La cérémonie de clôture de l'année de formation, organisée à l'Institut national spécialisé en formation professionnelle «Tadjedine Hamed Abdelwahab» du chef-lieu de wilaya, a été mise à profit en présence du wali par intérim, Abdelkrim Maghrébine, pour honorer 21 stagiaires majors de promotions. Elle a été marquée également par la tenue d'expositions des réalisations de stagiaires des établissements de formation et des activités culturelles et artistiques.

Adrar

De nouveaux projets pour impulser le développement de la commune de Bouda

La commune de Bouda (Adrar) s'est vu accorder, au titre de différents programmes, notamment dans les secteurs des Ressources en eau et des Travaux publics, une série de projets susceptibles d'impulser son développement et d'améliorer le cadre de vie de la population.

Située à quelque 25 km à l'ouest d'Adrar, cette commune a, après avoir arrêté ses priorités de développement en concertation avec la société civile, bénéficié de nouveaux projets touchant les secteurs vitaux, à l'instar de celui des ressources en eau. Celui-ci enregistre actuellement le parachèvement du projet du réseau d'assainissement long de 2 km des Ksour d'El Mansour (Beni Ouazal, Agherm Ali et Zaouiet Sidi Hida), et la réalisation d'une opération similaire longue d'un kilomètre, pour le raccordement du ksar de Ben Draou, a indiqué le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de Bouda, Salem Ben M'barek. S'agissant du secteur des Travaux publics, deux opérations visant le désenclavement des ksour ont été retenues. Elles portent, notamment sur le raccordement sur 1 km du ksar d'El Ksiba à la route communale et la seconde sur la connexion sur 1,1 km du Ksar d'El Amariyine à la route communale, à proximité du site touristique d'Aïn Bouda, en vue de faciliter l'accès à ce site. Ceci, en plus de la projection d'une route secondaire reliant les différents Ksour de la commune pour faciliter les déplacements des populations locales. La commune a également été renforcée, dans le cadre des programmes communaux de développement, d'une opération de réhabilitation et de restauration des écoles primaires au niveau de certains Ksour, dont, notamment l'aménagement de salles de cours, des can-

titines et autres structures. Le parachèvement, dans le cadre de la promotion du service public, du reste à réaliser du projet du nouveau siège de l'APC, livrable dans le courant de cette année, a été retenu pour cette commune qui a bénéficié aussi d'autres opérations dans le cadre des programmes sectoriels visant à booster sa dynamique de développement. Elles consistent, selon l'édile, en la réalisation d'une route reliant sur 37 km la commune de Bouda, depuis le site touristique d'Aïn Bouda, à la commune voisine de Tissabit, dans le but de désenclaver les régions limitrophes et atteindre la route reliant les wilayas d'Adrar et Tindouf, via la région de Chenachène, faisant de Bouda une portière Ouest de la wilaya d'Adrar.

Les services de la commune entendent mettre en valeur l'impact positif, économique et touristique, notamment, de cette route par la programmation de projets le long de son tracé et la délimitation de surfaces agricoles à développer. Le parc immobilier de la commune de Bouda a été consolidé par l'octroi de 60 aides à l'habitat rural qui viennent se greffer à 20 logements de type public locatif, déjà attribués aux bénéficiaires.

Le secteur de l'Habitat et pour être en mesure de répondre aux attentes de la population en matière d'habitat, a identifié sept sites d'extension à travers les différents Ksour de la commune, totalisant plus de 1000 lots de terrain destinés à l'habitat rural, dont quatre



sites de réserve, regroupant 900 lots, susceptibles de remédier au problème foncier. D'autres projets portant raccordement de la partie nord de la commune au réseau d'assainissement et la réalisation d'un nouveau réseau pour le raccordement de 5 Ksour ont également été retenus au titre du programme sectoriel de développement (PSD) pour la collectivité de Bouda. Ces nouveaux acquis viennent conforter l'important projet d'adduction sur 30 km de l'eau potable vers les Ksour de Bouda depuis le champ de captage de Oued Zine pour satisfaire la demande de la population en eau potable et mettre un terme

au problème de salinité de l'eau qui a duré depuis de longues années. La commune de Bouda projette aussi, au regard de ses grandes potentialités, des mesures pour la mise en valeur des produits agricoles, dont la production de dattes à travers la création d'un marché hebdomadaire de dattes près du Ksar Mansour. Il est projeté, par ailleurs, la réalisation d'un abattoir communal industriel pour développer la production de viandes et épargner aux bouchers les longs déplacements hors-wilaya pour leurs approvisionnements, a signalé le P/APC de Bouda.

Kadiro Frih

Centre de facilitation des PME de Ouargla 20 porteurs de projets bénéficient d'une formation sur la gestion d'entreprise



Une vingtaine de porteurs de projets dans le cadre des dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat bénéficient d'une formation dans la gestion d'entreprise au niveau du centre de facilitation

des PME de Ouargla, a-t-on appris, hier, auprès des responsables de cet établissement. Ces jeunes promoteurs, des deux sexes, désirent lancer des projets d'investissement dans différents créneaux économiques, notamment le Bâtiment et Travaux publics, la promotion immobilière, l'informatique, ainsi que la couture et le «fashion designer», a précisé le directeur du centre Ahmed Sayad. Placée sous le signe de «Comment gérer une entreprise», cette session de formation de trois jours (25-27 juin), dont l'encadrement est assuré par des formateurs du centre ainsi que des antennes locales de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem) et de la Direction des Impôts, a pour objectif de mettre en exergue les modes modernes de management des micros et petites et moyennes entreprises (PME). L'objectif étant de permettre aux promoteurs de lancer leurs activités économiques dans de bonnes conditions, en plus d'augmenter la rentabilité et la productivité de leurs entreprises, a-t-il souligné. Cette session, qui englobe différents modules, dont le marketing, la comptabilité, la gestion des stocks, le calcul des coûts et la planification financière, s'ajoute à une série

de sessions de formation similaires organisées par le centre de facilitation des PME de Ouargla depuis son entrée en service en 2016, avec le concours de divers partenaires. Totalisant une cinquantaine de jeunes porteurs de projets, ces sessions de formation ont porté sur divers axes liés aux modalités de montage de PME et aux techniques de leur gestion tels que la comptabilité, les approvisionnements, la gestion des dettes, le calcul des coûts et la commercialisation, selon le même responsable. Des conventions de partenariat et de coopération ont été signées par le centre de facilitation des PME avec plusieurs institutions, dont la Chambre de l'artisanat et des métiers et deux instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle à Ouargla, afin d'attirer de plus en plus de promoteurs et les accompagner dans la mise en forme de leurs projets, a-t-il encore fait savoir. La direction du centre de facilitation ambitionne, en dépit du déficit en personnel d'encadrement pour des raisons budgétaires, à dynamiser ses activités pour promouvoir son rôle de facilitateur, d'accompagner les porteurs de projets, de promouvoir l'esprit entrepreneurial et d'améliorer le rendement des PME, signale-t-on.

Ali B.

• Sortie de la 1^{re} promotion d'étudiants de l'Ecole normale supérieure des enseignants

La première promotion de l'école normale supérieure des enseignants de Ouargla, forte de 75 enseignants du cycle primaire, est sortie, ce mardi, au terme de la saison universitaire 2017-2018. Composée d'enseignants du palier primaire, cette promotion a été formée au terme de trois années dans les spécialités de langues arabe et française, contrairement aux autres éléments la constituant et dont les spécialités nécessitent quatre années d'études, a indiqué le directeur de l'école, Lazhar Bechki, en marge de la cérémonie de remise des diplômes au pôle 2 de l'Université de Ouargla. D'une capacité d'accueil de 1000 étudiants, cette école, qui constitue un acquis pour les étudiants du sud du pays, n'a cessé de drainer depuis son ouverture des étudiants venus des wilayas de Ouargla, El Oued, Ghardaïa, Biskra et Illizi, passant de 578 étudiants à sa première année d'ouverture, à 815 étudiants au titre de la saison 2016-2017 avant d'atteindre un effectif de 1079 étudiants cette saison, a précisé le directeur de l'école.

Créée en vertu d'un arrêté ministériel daté du 11 juillet 2015, cet établissement supérieur, doté d'un amphithéâtre de 90 places, de 24 salles de cours, de trois laboratoires et d'un bloc administratif, assure la formation d'enseignants des paliers secondaire, moyen et primaire, dans les filières des sciences naturelles, des sciences exactes et des langues (arabe, français et anglais), a ajouté le même responsable. Un financement de près de 180 millions de dinars a été dégagé pour la réalisation des travaux de réaménagement des structures de l'ex-lycée Moussalaha afin d'accueillir l'Ecole normale supérieure de Ouargla. La cérémonie de sortie de la première promotion de l'ENS, à laquelle ont assisté les autorités locales, le corps enseignant et les familles des lauréats, a donné lieu à la remise des distinctions aux six majors de promotion, 3 en langue arabe et autant en langue française, en plus de la remise de cadeaux à des enseignants.

A. B.



Un jeune développeur conçoit une version web de l'interface de Google Fuchsia

De quoi donner un premier aperçu du futur système d'exploitation du géant californien. Il y a encore pas mal de mystère autour de Google Fuchsia. Apparue pour la première fois en 2016, on sait tout juste qu'il s'agit d'un nouveau système d'exploitation, on a déjà vu quelques images de son interface et on a même pu mettre le nez dans son code puisque le projet est open source et accessible en ligne.

Il se pourrait que cet OS soit conçu pour fonctionner avec tous les types d'appareils, des PC aux objets connectés, en passant par les smartphones et tablettes. D'ailleurs, on a déjà vu des développeurs porter son interface sur Pixelbook ou en faire une application mobile pour Android. Cette fois, un étudiant en développement portugais du nom de Manuel Filipe Silva Goulão en a fait une version web consultable depuis n'importe quel navigateur. En fait, il s'agit surtout de donner un

aperçu de l'interface de l'OS et plus précisément de son design puisque aucune fonctionnalité n'est disponible, et la navigation se limite à quelques pages. On y voit surtout la «Home» de Fuchsia, qui comporte deux widgets en haut de l'écran, l'heure et le panneau de contrôle au milieu, une barre de recherche Google puis l'accès rapide à la boîte mail, à Maps ou encore une suggestion de recette de cuisine sur la partie inférieure. Et c'est à peu près tout.



Le nouvel avion de la Nasa devra passer silencieusement le mur du son

Le nouvel avion de la lignée des légendaires X-planes de la Nasa va avoir pour mission de franchir le mur du son, mais sans produire le «bang» si caractéristique et si bruyant, a indiqué l'agence spatiale américaine, ce mardi. L'agence spatiale américaine a signé un contrat de 247,5 millions \$ avec Lockheed Martin pour concevoir, construire et tester le nouvel appareil, qui pourrait décoller en 2021, a précisé l'agence spatiale. Si tout se passe comme prévu, l'avion devrait faire le «bruit d'une porte de voiture qui se ferme» - soit environ 75 décibels de niveau de bruit perçu - en volant à 55 000 pieds d'altitude (environ 16 800



mètres) à la vitesse de 1560 km/h, a-t-elle ajouté. Sur une vidéo de la Nasa, l'avion a la forme d'un stylet très fin au nez allongé, avec

des ailes de canard devant le cockpit qui ne dépasse pas du reste de la carlingue et deux ailes delta à angle très aigu.

Dès 2022, l'agence compte faire voler son nouvel X-plane au-dessus d'un certain nombre de villes américaines pour récolter des données et surtout recueillir l'avis des habitants. L'aviation supersonique commerciale, qui n'aura vécu que quelques décennies et pour une toute petite élite parmi les passagers, a pris fin avec le dernier vol du Concorde franco-britannique en 2003. Un avion pouvant voler relativement silencieusement à des vitesses supersoniques pourrait révolutionner le transport aérien de passagers et de fret en permettant de voler au-dessus de zones habitées. Le budget signé par le président Donald Trump

assure le financement du projet et pourrait «ouvrir un nouveau marché aux compagnies américaines pour construire des avions commerciaux plus rapides, créer des emplois et diviser par deux la durée de la traversée» des Etats-Unis d'une côte à l'autre. Pour l'instant, les sièges de passagers ne sont pas prévus et si le projet démontre que le vol supersonique et «silencieux» est possible, il faudra encore que les autorités régulant l'aviation civile s'adaptent. La Nasa n'est pas seule à vouloir remettre le vol supersonique commercial au goût du jour. Virgin Galactic et Spike Aerospace sont aussi sur les rangs.

• Spotify peut agir sur l'exposition d'un artiste jugé problématique

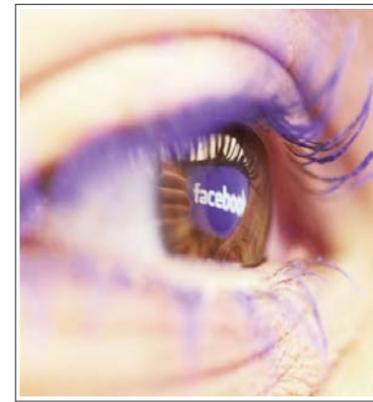


Spotify est l'un des leaders du streaming musical. Le service propose une quantité illimitée d'artistes et autres morceaux parmi lesquels des noms connus depuis des nombreuses années. Dans une tentative de moralisation du monde de la musique, Spotify vient tout juste de se réserver un nouveau droit: celui de réduire l'exposition d'un artiste jugé problématique. On trouve, parmi les premiers touchés par cette nouvelle politique, des artistes comme R. Kelly. Ce dernier, accusé une multitude de fois d'agressions sexuelles, se voit désormais interdit d'apparaître dans les playlists. Spotify souhaite donc réduire l'exposition d'artistes ayant eu des démêlés avec la justice. Parmi les premiers touchés, on trouve, notamment le chanteur R. Kelly qui a de nombreuses fois été accusé d'agressions sexuelles. C'est le mouvement Time's Up qui est à l'origine de l'application de la nouvelle charte Spotify pour cet artiste. Une charte qui empêche désormais ce dernier d'apparaître dans les playlists, réduisant par la même occasion son exposition - et donc ses écoutes, ses revenus générés. Quand un artiste ou créateur commet un acte particulièrement nocif ou haineux (par exemple, de la violence enfantine ou sexuelle), cela peut modifier la manière dont nous travaillons avec lui, le soutenons. Nous ne censurons pas de contenu en raison de la conduite d'un artiste. Nous voulons que nos décisions éditoriales - ce que nous choisissons de programmer - restent en adéquation avec nos valeurs. Bien qu'acquitté en 2008 après des accusations de pornographie enfantine en 2002, R. Kelly restera donc en dehors des playlists concoctés par Spotify. Reste à savoir quels autres artistes suivront la voie du chanteur et se verront retirer leur exposition sur l'une des plus grosses plateformes musicales en streaming. Avec, à la clé, une réduction du nombre d'écoutes et donc des revenus.

Facebook rompt avec certains courtiers de données

Facebook, pris dans un scandale de collecte de données personnelles, a annoncé, hier, son intention de mettre fin à ses partenariats avec plusieurs grands courtiers de données («data brokers»), qui aident les annonceurs à cibler des utilisateurs sur le réseau social. Le groupe américain est accusé de laxisme dans la protection des données de ses utilisateurs après avoir admis qu'un cabinet de conseil politique, Cambridge Analytica, avait récupéré de manière détournée les données personnelles de 50 millions d'entre eux. Ce cabinet a ensuite travaillé pour Donald Trump durant la campagne présidentielle aux Etats-Unis en 2016. Hier, Facebook a annoncé des mesures censées permettre à ses utilisateurs de mieux contrôler le contenu de leur compte

via une modification des paramètres de confidentialité. Depuis des années, Facebook permet aux annonceurs de diffuser des publicités ciblées à l'aide de données collectées par des sociétés comme Acxiom et Experian. «Bien que ce soit une pratique courante dans le secteur, nous pensons que cette initiative, qui sera mise en œuvre au cours des six prochains mois, contribuera à préserver la vie privée des utilisateurs sur Facebook», a déclaré Graham Mudd, directeur commercial chez Facebook. Le site Internet de Facebook répertorie 9 fournisseurs de données avec lesquels il a travaillé, notamment Acxiom, Experian, Oracle Data Cloud, TransUnion et WPP PLC. Des parlementaires aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne exigent que Mark



Zuckerberg, cofondateur et directeur général de Facebook, vient s'expliquer en personne sur ce scandale de collecte des données.

Samsung met fin à la vie de ses Galaxy S6 et Galaxy S6 Edge



Samsung vient de mettre un terme aux mises à jour de sécurité de ses Galaxy S6 et S6 Edge. Deux smartphones aux

caractéristiques techniques toujours acceptables aujourd'hui avec, déjà à l'époque, un écran AMOLED et une caméra

16 mégapixels aux fonctionnalités bluffantes. Pourtant, Samsung semble avoir mis un terme à la vie de ces téléphones. Et pour cause : les mises à jour de sécurité ne seront plus assurées pour ces derniers. C'est sur l'une de ses pages que Samsung a dévoilé la liste des appareils qui bénéficieront des mises à jour de sécurité. Une page qui n'indique pas la présence des Samsung Galaxy S6 et S6 Edge pour le plus grand malheur de ses utilisateurs. Pour les S6 Active et S6

Edge+, les mises à jour continueront en revanche d'être assurées. Les deux téléphones «abandonnés» par la firme coréenne ont reçus comme dernière patch de sécurité celui du 1er mars 2018 sous Android Nougat. Pour rappel, la mise à jour des smartphones par Samsung signifie une sécurité beaucoup moins accrue pour les appareils. Et dans un monde de plus en plus connecté en proie aux hackers, cette donnée n'est pas à prendre à la légère.

Le régime alimentaire des drosophiles serait susceptible de préserver votre santé

Suite à une recherche sur les mouches de fruit, des scientifiques britanniques ont établi que la consommation d'aliments pauvres en protéines pourrait avoir une incidence positive sur l'espérance de vie.

Des scientifiques de la Francis Crick University à Londres déclarent qu'un régime à faible teneur en protéines au début de la vie augmenterait la durée de vie, annonce Phys.org. Les biologistes ont utilisé des drosophiles, ou mouches des fruits, dont les maladies génétiques offrent des ressemblances (dans une proportion de deux tiers) avec les maladies génétiques humaines. Les insectes qui recevaient au début de leur vie de la nourriture contenant un minimum

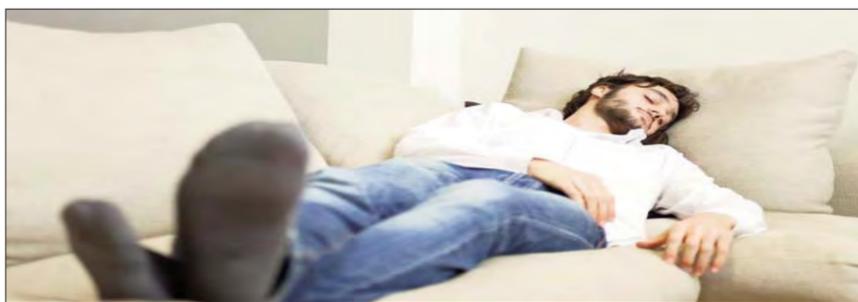
de protéines ont vécu deux fois plus longtemps. Selon les scientifiques, de tels résultats peuvent être expliqués par les lipides sécrétés par la «peau», écrit la revue. Avec un régime riche en protéines, ces composés sont hautement toxiques et protègent moins contre les substances qui accélèrent le vieillissement. En outre, les chercheurs affirment que les lipides sécrétés par les mouches des fruits affectent la durée de vie de leurs congénères : les drosophiles qui vivaient dans des conteneurs densément «peuplés» mouraient plus jeunes. Cependant, ce modèle ne s'applique pas aux mouches génétiquement modifiées afin de les empêcher de sécréter des lipides toxiques. «Les humains, comme les drosophiles, sécrètent des lipides qui hydratent et protègent la peau contre les effets quotidiens de l'environnement. Mais ils peuvent également être nocifs, réagissant avec la lumière du soleil et d'autres



facteurs de stress, ce qui entraîne la formation de substances chimiques nocives qui accélèrent le vieillissement», a expliqué l'un des auteurs de l'étude, Alex Gould. Auparavant, des chercheurs

américains ont réussi à établir que les cèpes contenaient un grand nombre d'antioxydants, comme l'ergothionéine et le glutathion, qui ralentissent le vieillissement.

Les bienfaits de la sieste



La sieste, ce moment où l'on pique du nez l'après-midi, pour ceux ou celles qui en ont l'opportunité est incontestablement bénéfique pour la santé et le bien-être, c'est une habitude dans les pays du Sud eu égard aux températures estivales. Ses bienfaits ne font plus l'ombre d'un doute. De récentes études ont conclu qu'à l'instar des enfants, les adultes aussi ont

besoin de ce petit moment de repos dans l'après-midi. En fait, on s'est aperçu que les adultes ont eux aussi intérêt à profiter des bienfaits de la sieste. De grandes multinationales en ont fait leur cheval de bataille en créant des espaces conçus pour se détendre, ou simplement en autorisant leurs salariés à prendre un moment de repos. Ils en ont vite récolté les bénéfices

car cela s'est fait ressentir sur les rendements dans l'après-midi. Que ce soit en Chine, au Japon ou en Espagne, la sieste durant les heures de travail est une institution.

Le siège de Google, par exemple, offre à ses salariés une salle de relaxation avec des sièges massant.

Associée à une bonne nuit de sommeil, la sieste présente de nombreux avantages :

Elle stimule la mémoire à court terme, favorise la concentration, augmente la vigilance, donne une nouvelle énergie pour affronter le reste de la journée sans difficultés, diminue le stress, et adoucit l'humeur.

Les règles d'une sieste réparatrice

La durée conseillée d'une sieste ne doit en

aucun cas excéder 30 minutes, sinon au lieu de vous sentir revigoré au réveil, vous aurez l'impression d'être encore plus fatigué qu'avant et aurez peut-être de la difficulté à vous endormir le soir. Prévoyez 10 minutes d'endormissement et 20 minutes de sieste proprement dite. Le moment idéal d'une petite sieste se situe entre 14 h et 15 h car c'est généralement à cette heure-là que l'on sent une forte baisse d'énergie. Essayez si possible de créer les conditions idéales pour vous permettre un endormissement de qualité, position, lumière et sonorité. En conclusion, il faut savoir que pour en tirer les meilleurs bénéfices, la sieste doit être courte, et assidument préparée, avec les conditions d'endormissement idéales de façon à permettre au cerveau de sombrer rapidement dans une courte phase de sommeil profond, et vous le constaterez par vous-même au réveil vous aurez une pêche d'enfer !

Neïla M.

Les meilleurs aliments qui préserveront votre santé

Ce sont incontestablement les aliments à consommer sans modération, bourrés d'antioxydants, ils aident votre corps à lutter contre le cancer alors que d'autres protègent votre cœur grâce à leurs bons gras. Voici quelques-uns des aliments les plus nutritifs au monde, facile à trouver et à cuisiner et surtout tellement agréables au palais.

Les avocats

En dépit de sa richesse en gras, ou plutôt grâce à elle, l'avocat peut faire baisser le taux de cholestérol. Les chercheurs estiment qu'en remplaçant seulement 5% des gras saturés par des gras mono-insaturés, on peut diminuer de plus du tiers le risque de crise cardiaque. En prime : l'avocat est riche en bêta-sitostérol, stérol végétal qui bloque l'absorption du cholestérol présent dans les aliments. Il renferme également du glutathion, un puissant antioxydant.

Les légumineuses

Les légumineuses sont bonnes pour le cœur. Elles sont riches en fibres solubles, qui absorbent le cholestérol, permettant à l'organisme de l'éliminer avant qu'il n'adhère aux parois des artères. Elles peuvent faire baisser le taux de cholestérol total de 10 à 15%. Les fibres solubles et les protéines qu'elles contiennent régulent la glycémie. Quant au magnésium, il détend les artères; le sang circule alors mieux et la pression artérielle retrouve des valeurs normales. Enfin, selon les résultats d'une étude récente, elles se classent parmi les meilleurs antioxydants.

Le brocoli

Le brocoli est considéré comme l'anticarcérogène par excellence grâce à ses composés soufrés, dont le sulforaphane. Les composés soufrés envoient aux gènes le signal d'accroître la production des enzymes qui détoxifient les substances cancérigènes. Consommez ce légume régulièrement et vous pourriez voir diminuer de moitié votre risque de cancers du sein, du poumon, de l'estomac, du côlon, etc. En outre, le sulforaphane détruit la bactérie qui cause les ulcères d'estomac. Excellente source de calcium et de potassium, le brocoli est bon pour les os et pour la pression artérielle. Enfin, il est riche en vitamine C

et en bêta-carotène, et par conséquent, protège contre la cataracte et les troubles de mémoire causés par les radicaux libres.

Le chocolat noir

Le chocolat noir est très riche en flavonoïdes, antioxydants également présents dans le vin rouge et de nombreux fruits et légumes. Les résultats d'études indiquent que ces antioxydants régulent la pression artérielle, préviennent la formation de caillots sanguins, calment l'inflammation et retardent l'oxydation du cholestérol LDL, ce dernier est alors moins susceptible de se déposer sur les parois des artères. Il suffirait de consommer 45 g de chocolat par jour pour diminuer de 10% son risque de crise cardiaque. Enfin, le chocolat noir atténue l'insulinorésistance, trouble précurseur du diabète.

L'ail

L'ail est antibactérien, antifongique et antiviral. En laboratoire, il s'est même révélé efficace contre des souches de bactéries antibiorésistantes. Il tire ses propriétés de ses composés soufrés, qui agissent comme antioxydants et sont utiles au cœur. Bien qu'il n'abaisse le taux de cholestérol que de façon modeste, il éclaircit le sang et diminue donc le risque de formation de caillots sanguins, de crise cardiaque et d'AVC (accident vasculaire cérébral). Ceux qui en prennent six gousses ou plus par semaine voient leur risque de cancer du côlon, de l'estomac ou de la prostate diminuer de moitié comparativement à ceux qui n'en prennent pas plus d'une. En plus d'éliminer les carcinogènes avant qu'ils n'endommagent l'ADN, les composés soufrés de l'ail entraînent l'autodestruction des cellules cancéreuses.

Le saumon

Le gras du saumon est excellent pour les artères. Il suffit de deux portions par semaine pour faire baisser de 17% le risque de maladie cardiovasculaire et de 27% celui de crise cardiaque. En outre, lors d'une étude menée en Suède auprès de 6000 hommes qu'on a suivis durant 30 ans, on a découvert que, chez ceux qui consommaient des quantités modérées de poisson gras le risque de cancer de la prostate diminuait de tiers. D'autres chercheurs ont récemment observé que les



sujects qui présentaient les taux sanguins d'oméga-3 les plus élevés se plaignaient moitié moins que les autres de dépression légère ou modérée.

Les épinards

En plus des caroténoïdes, qui protègent contre la dégénérescence maculaire, l'épinard est riche en vitamine K, nutriment qui préserve la densité osseuse et prévient les fractures. C'est également une bonne source de potassium, de magnésium et de folate, qui contribuent tous à réguler la pression artérielle et, par conséquent, à diminuer le risque d'AVC (accident vasculaire cérébral). Il semblerait en outre que le folate réduise radicalement le risque de cancer du poumon chez les ex-fumeurs.

Le yogourt

Le yogourt renferme des probiotiques, micro-organismes utiles qui limitent la prolifération des bactéries nuisibles à l'origine de divers problèmes, notamment des troubles gastro-intestinaux. La consommation régulière de yogourt pourrait contribuer à soulager, entre autres affections, les maladies inflammatoires intestinales, les infections des voies urinaires et les infections vaginales à champignons. Le yogourt permet en outre de refaire la flore intestinale utile à la suite d'une antibiothérapie, ces médicaments éliminant sans distinction toutes les bactéries. Enfin, les probiotiques produisent des antibiotiques naturels ainsi que des composés qui rehaussent l'activité immunitaire.

Maladies cardiovasculaires Les signes d'alerte que l'on ne doit pas ignorer

Inquiets de voir que trop de personnes ignorent encore certains signes d'alerte de maladies cardiaques et pulmonaires, des experts anglais du Public Health England rappellent qu'un symptôme important ne doit pas être négligé. Soyez vigilant sur votre toux ou sur une éventuelle difficulté à respirer, conseillent des experts anglais du Public Health England (PHE). Il est, selon eux, «profondément inquiétant» que près de 1,7 million de personnes puissent être touchées par un cancer du poumon, une maladie pulmonaire ou une maladie cardiaque au Royaume-Uni sans le savoir. Ainsi, une toux persistante (depuis environ trois semaines sans amélioration), un essoufflement ou des difficultés respiratoires pour accomplir des tâches qui étaient auparavant faciles à faire (tondre la pelouse, passer l'aspirateur...) doivent amener à consulter un médecin. Surtout à partir de 50 ans puisqu'on est plus à risque de présenter une pathologie cardiaque ou pulmonaire. Une toux persistante avec des crachats sanglants et un essoufflement. Aussi, en fonction de la localisation de la tumeur, une douleur peut apparaître dans le dos, ou même au niveau de l'épaule ou des cervicales, comme un torticolis.

13^e festival national de Sétif Des artistes et étudiants à l'ouverture du théâtre universitaire

La 13^e édition du Festival national du théâtre universitaire de Sétif, ouverte, ce mardi soir, a été marquée par une participation inédite de figures artistiques et férues du 4^e art parmi les étudiants.

Tenue à la salle Mouloud Kacem-Naït Belkacem de l'université Ferhat-Abbès (Sétif 1), la cérémonie d'ouverture a été marquée par un vibrant hommage rendu à la défunte étudiante Hakima-Farah Néchat, de l'université d'Oran, deux fois lauréate du grand prix du Festival national du théâtre universitaire, décédée en décembre 2017. Des hommages ont été également rendus à l'artiste Mahieddine Bouzid de Batna, le poète Azzedine Djilaoudji de l'université de Bordj Bou-Arréridj et le dramaturge Djamel Guermi entre autres en présence de l'artiste Fatiha Soltane du théâtre d'Annaba, et d'autres figures théâtrales dont Mourad Bencheik, Nabil Benseka, Hamid Aït Hadj et le célèbre artiste Saïd Hilmi. Organisée à l'initiative de l'Office national des œuvres universitaires en collaboration avec les Directions

de la culture et de la jeunesse et sports, la Maison de la culture Houari-Boumediene et le Théâtre régional de la ville d'El Eulma (Sétif), plus de 300 étudiants participants représentant 20 délégations théâtrales de plusieurs universités du pays, prennent part à ce rendez-vous culturel, ouvert en présence des autorités locales et des recteurs de l'université Ferhat-Abbès (Sétif 1), Mohamed Lamine Debaghine (Sétif 2), et plusieurs cadres du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Devant se poursuivre jusqu'au 1^{er} juillet prochain, la 13^e édition du Festival national du théâtre universitaire de Sétif propose quatorze spectacles en compétition officielle et six spectacles en hors-compétition, a indiqué le commissaire de cette manifestation, Smail Inzarene.

Benadel M.



Jardin d'Essai d'El Hamma Plusieurs accords de partenariat de développement conclus



Plusieurs accords de partenariat avec des jardins étrangers et des instituts et universités d'Algérie ont été conclus suite à la tenue de la Conférence internationale sur le Jardin d'Essai d'El Hamma, visant à renforcer cet espace naturel et scientifique en tant que site environnemental et patrimoine mondial, a-t-on appris, ce mardi, auprès du directeur du jardin, Boulahia Abdelkrim. Entre autres les recommandations issues de cette confé-

rence, organisée le 8 avril dernier sur le Jardin d'El Hamma, figure «la conclusion de plusieurs accords de partenariat» avec des jardins étrangers, à savoir ceux d'Italie, d'Espagne et d'Angleterre, outre des instituts et universités d'Algérie, ce qui permettra dans le proche avenir de «renforcer le dossier de classement de ce Jardin en tant que site environnemental et patrimoine mondial», a déclaré Boulahia.

Les clauses de la convention algéro-espagnole, signée par la partie algérienne en attendant sa signature par le partenaire espagnol dans les tout prochains jours, stipulent l'échange de différentes expériences en matière de protection des animaux menacés de disparition. L'administration du Jardin d'Essai d'El Hamma œuvre à la restructuration et le réaménagement de son zoo conformément aux normes internationales. Boulahia est revenu sur la difficulté rencontrée lors des études préliminaires pour trouver un bureau d'études spécialisés, en manque à l'échelle nationale, ajoutant, toutefois, que le problème sera réglé et ce, en tirant profit de l'expérience espagnole qui sera transmise par le biais des ingénieurs et vétérinaires de Jardin d'Essai à un bureau d'études algérien qui intègre ce domaine pour la première fois.

«Les préparatifs sont en cours pour conclure une autre convention avec les parties italienne et britannique pour peu que cela concoure au classement du Jardin d'El Hamma jardin international par la Conservation internationale des jardins botaniques (BGCI), a-t-il assuré, précisant que le meilleur profit à tirer du partenariat avec le Jardin Cagliari (Italie) concernait l'aspect inhérent à l'in-

ventaire des espèces végétales aussi rares que diversifiées disponibles au Jardin d'El Hamma qui avaient suscité auparavant un grand intérêt chez les experts italiens.

La conclusion de la convention prévue avec l'administration du parc «Kew» de Londres, considérée comme étant l'un des plus grands jardins mondiaux est en bonne voie, a-t-il indiqué, précisant que le débat se poursuivait au sujet de certaines clauses de la convention au mieux des intérêts des deux parties. Il a ajouté que le Jardin d'Essai d'El Hamma comptait «bénéficier au maximum de l'expérience des responsables du jardin «Kew» en termes de stockage des différentes semences, ledit jardin comptant le plus important stock de plantes soit plus de 7 millions de variétés. Le Jardin d'Essai d'El Hamma renferme actuellement un important stock de différents types de semences, en prévision d'une éventuelle catastrophe environnementale afin de garantir la reproduction. S'agissant du classement du Jardin d'El Hamma jardin mondial, Boulahia a indiqué que des contacts étaient établis avec la directrice de BGCI et un groupe d'experts pour organiser des visites d'inspection au Jardin d'Essai d'El Hamma.

Houda H.

Exposition Le tapis du M'zab et les bijoux terguis exposés à l'Institut Cervantès

L'Institut culturel espagnol d'Alger «Cervantès» abrite, à partir de ce mardi, une exposition de tapis, de bijoux et d'objets décoratifs. Initiée par l'Institut Cervantès en collaboration avec l'agence de tourisme Tiny-tours, cette manifestation qui s'étalera jusqu'au 11 juillet prochain a pour objectif «de consolider des passerelles de rapprochement culturel entre l'Algérie et l'Espagne et d'encourager les échanges entre les artistes et artisans des deux pays dans divers domaines de création», selon le directeur de l'institut, Antonio Gil De Carrasco.

A l'inauguration de cette exposition qui englobe une panoplie de tapis de la région de Ghardaïa et des bijoux terguis en argent, Gil a indiqué que les produits exposés donneront aux visiteurs une

image globale de la diversité et de la richesse du patrimoine de la région. La collection compte une soixantaine de tapis de différents modèles.

Le responsable du stand des tapis, Benslimane a relevé un recul du métier du tissage dans la région de Ghardaïa durant la décennie noire, en raison de la rareté des touristes à cette époque. Ces cinq dernières années, des démarches ont été entreprises pour relancer le tissage du tapis traditionnel, un métier qu'exercent les femmes à la maison, a-t-il indiqué.

L'exposition comprend également des bijoux en argent de la région des Touaregs, très appréciés par les visiteurs locaux et étrangers. Tous les produits exposés sont destinés à la vente.



• Théâtre national algérien «Arlequin, valet de deux maîtres» bientôt sur les planches

«Khedam Seyadou», l'une des pièces phare d'Abdelkader Alloula, sera bientôt sur les planches grâce à un travail de collaboration entre le Théâtre national algérien (TNA) et le théâtre régional d'Oran. L'annonce a été faite par les deux directeurs de ces établissements lors d'une conférence de presse animée, ce mardi, au TNA. La pièce, qui sera mise en scène par Chérif Ayad, est tirée de l'œuvre du dramaturge italien Carlo Goldoni, qu'Abdelkader Alloula avait adapté avec beaucoup d'adresse et de finesse en 1993. Pour les protagonistes, cette collaboration est une aubaine offrant la chance à la nouvelle génération de découvrir l'œuvre de ce monument du 4^e art. Elle ouvre, également, la porte aux échanges d'expérience et de savoir-faire entre les théâtres algériens.



Palestine

Le Royaume-Uni annonce une aide supplémentaire de plus de 40 millions d'euros à l'UNRWA

Le Royaume-Uni a annoncé, ce mardi, un transfert d'un montant de 38,5 millions de livres (environ 43.6 millions d'euros) d'aide à l'UNRWA après que l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens a été plongée dans une grave crise financière en raison de la coupe budgétaire drastique des Etats-Unis en janvier dernier.

«**L**a Grande-Bretagne apportera un soutien financier à l'UNRWA plus tôt que prévu, débloquant 38,5 millions de livres sterling pour l'agence, soit 10 millions de livres supplémentaires aux 28,5 millions annoncés par le ministre Burt à la Conférence ministérielle extraordinaire de l'UNRWA à Rome», a indiqué le communiqué. «L'aide du Royaume-Uni aux réfugiés palestiniens, y compris aux Ghazaouïs, fournira des soins», a ajouté le texte soulignant la contribution précoce apportée en réponse aux récentes manifestations à Ghaza. «Les crimes sionistes commis contre les manifestants palestiniens à la frontière de Ghaza a considérablement alourdi le fardeau des services de l'UNRWA, et leur travail vital de fourniture de nourriture, d'éducation et de soins sanitaires n'a jamais été aussi critique», a estimé le ministre britannique en charge des relations avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Alistair Burt. «J'exhorte la communauté internationale à se rassembler et à suivre notre exemple afin que l'Agence puisse poursuivre son travail et sauver des vies», a martelé le ministre. Cette annonce intervient alors que le Prince William est actuellement en visite à l'entité sioniste (Israël) rencontrant, hier, le président de l'Autorité palestinienne (AP) Mahmoud Abbas à Ramallah, en Cisjordanie occupée avant de rencontrer des jeunes Palestiniens et réfugiés. Malgré des aides supplémentaires venues compenser une baisse de financements américains, l'UNRWA reste en déficit de plus de 200 millions de dollars pour finir l'année, selon l'ONU. S'il n'est pas comblé, certaines des écoles gérées par l'organisme onusien pourraient ne pas rouvrir en août, a averti le président de l'Assemblée générale de l'ONU, Miroslav Lajčák, lors d'une conférence de donateurs, ce lundi, à New York. «Les activités humanitaires en Cisjordanie et à Ghaza sont en jeu», a-t-il ajouté.» Echouer à fournir des ressources absolument nécessaires a un prix : davantage de difficultés pour les communautés, davantage de désespoir pour la région, davantage d'instabilité pour notre monde», a égrené le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Israël frappe une voiture à Ghaza, tirs de roquettes palestiniens

L'armée israélienne a frappé un véhicule appartenant à un membre du Hamas dans la bande de Ghaza, tandis que le mouvement islamiste palestinien a tiré des roquettes en direction d'Israël. D'après des habitants du camp de réfugiés de Nousseirat dans le centre de la bande de Ghaza, personne n'a été blessé dans l'explosion du véhicule. L'armée israélienne a affirmé, hier, dans un communiqué que cette voiture appartenait à un activiste «lourdement impliqué dans le lancement de ballons incendiaires et explosifs de la bande de Ghaza vers Israël». Deux postes d'observation du Hamas ont aussi été touchés, ajoute-t-elle. Les Palestiniens de Ghaza ont entrepris depuis plusieurs semaines d'envoyer au-delà de la frontière avec Israël des cerfs-volants et des ballons gonflés à l'hélium auxquels ils suspendent de la braise ou des chiffons enflammés, voire de petits engins explosifs. L'objectif de cette nouvelle tactique est d'essayer de faire prendre feu aux terres agricoles arides et aux forêts situées côté israélien. La frappe israélienne contre la voiture «méritait une riposte rapide» qui s'est traduite par des tirs de roquettes, a dit un porte-parole du Hamas, Faouzi Barhoum, selon lequel cette réaction montre que le mouvement palestinien est prêt à «défendre (son) peuple et à préserver ses intérêts». Les sirènes d'alerte ont résonné avant l'aube côté israélien, où aucune victime ni aucun dégât n'ont été signalés.

L'occupation veut doubler la taille de la colonie Har Gilo et isoler le village de Walaja

Les autorités d'occupation israéliennes envisagent de doubler la taille de la colonie de Har Gilo sur un terrain privé palestinien près de Beït Lahm, isolant le village d'Al Walaja, au nord-ouest de la ville. Le conseil régional de Gush Etzion (au sud de Beït Lahm) a soumis un plan à l'approbation de l'administration civile, pour l'extension de Har Gilo au détriment du village palestinien Al Walaja, qui est bordé au nord par la barrière de séparation raciste.



Le plan d'expansion de Har Gilo a été approuvé à la fin du mois de mars par le Comité régional de planification du Conseil régional. Selon *Haaretz*, le plan prévoit la construction de 330 nouveaux logements, d'institutions publiques, de stations-service, de jardins et autres. «Si le plan est mis en œuvre, la colonie entourera le village du sud et de l'ouest, en plus d'être entouré par le sud et l'est», a-t-il déclaré. Le plan, selon le journal hébreu, étendra la communication régionale entre Al Qods et Gush Etzion et reliera Al Qods à Beït Lahm. La semaine dernière, le sous-comité du Comité de planification et de construction basé à Al Qods a approuvé la relocalisation du point de contrôle d'Ein Ya'el depuis son emplacement actuel, près de la sortie sud d'El Qods près de Malha, jusqu'au site d'Ein Al Hania. Le transfert du point de contrôle militaire vise à empêcher la population palestinienne d'atteindre Ein Al Hania, qui a été aménagée et qui devrait ouvrir ses portes dans les prochains jours en tant qu'attraction majeure dans le «parc de la Capitale» entourant Al Qods, selon *Haaretz*. «Le plan n'a pas encore été examiné et il est donc difficile d'estimer quand il sera appliqué et il ne progressera en aucun cas avant que les dirigeants politiques ne donnent leur feu vert», a rapporté *Haaretz* citant les responsables de la planification de l'Administration civile.

Hamas : L'occupation devra assumer les conséquences de l'échec de ses politiques

Le Mouvement de résistance islamique (Hamas) a déclaré que l'escalade de l'occupation et le ciblage délibéré de manifestants pacifiques et de résistants palestiniens exigent une réaction rapide de la

résistance nationale. Le porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum a déclaré que la résistance nationale est prête à faire son devoir de défendre notre peuple et de protéger ses intérêts. «Toutes les conséquences de sa folie aboutiront à l'échec de ses politiques et à l'erreur de ses calculs, et il devra en assumer les conséquences», a déclaré Barhoum dans un communiqué sur Twitter, en s'adressant à l'occupation israélienne. Des avions israéliens ont bombardé, hier, à l'aube, un véhicule civil dans le camp de réfugiés de Nusseirat dans le centre de la bande de Ghaza, blessant légèrement un civil. «Un avion de reconnaissance israélien a bombardé la voiture civile avec au moins un missile, l'endommageant et les maisons des citoyens aussi», a indiqué notre correspondant. En réponse au bombardement de l'occupation, la résistance nationale a tiré des roquettes sur les colonies de l'enveloppe de Ghaza.

Les forces israéliennes rasant un mur de métal à l'est d'Al Qods occupée

Les forces israéliennes escortées par des équipes de la municipalité d'Al Qods occupée ont pris d'assaut, ce mardi, le quartier Al Tour à l'est de la ville occupée et ont démolé un mur de métal sous prétexte de l'absence de permis de construire. Selon Quds Press, la longueur du mur de métal rasé, qui appartenait à deux citoyens d'Al Qods a été estimée à 100 m. D'autres parts les forces israéliennes ont arrêté, ce mardi, Mahmoud Abdelatif (27 ans), de la vieille ville d'Al Qods occupée, immédiatement après avoir été libéré de la prison israélienne de Galboa et l'ont transféré de la prison de Galboa à la prison d'Al Maskobiya. Selon des sources locales, Abdelatif

a été arrêté le 20 février 2017 et condamné à 17 mois de prison suite à son affiliation au groupe de jeunes de la Mosquée Al Aqsa. Il avait déjà été détenu dans des prisons israéliennes pendant des années pour des charges liées à ses activités sur le site sacré.

Détérioration de la santé du prisonnier Kaswani torturé pendant l'interrogatoire

Le prisonnier jérusalémite, Omar Al Kaswani (24 ans), a confirmé qu'il souffre encore de graves douleurs au dos à la suite des méthodes de tortures subies lors de son interrogatoire au début de son arrestation depuis le 7 mars 2018, du campus de l'Université de Bir Zeit. Cette déclaration publiée, hier, par le Club du prisonnier palestinien, à la suite de la visite de l'avocat au prisonnier dans le centre de détention d'Ofar. Le Centre du prisonnier a déclaré que le détenu d'Al Kiswani avait déclaré qu'il s'était rendu chez le médecin du centre de détention d'Ofar pour y être soigné et diagnostiqué, mais que ce dernier ne lui avait fourni que des analgésiques. Il a souligné qu'il avait été battu tout au long de son corps, lors de son arrestation, les soldats de l'occupation ont utilisé un bâton électrique dans le processus de passage à tabac, en plus de leurs mains et pieds. Al Kiswani a également été soumis à une enquête sévère et continue dans le centre de détention «Muskubiya» qui s'est poursuivie pendant des jours et des heures consécutifs (18 h/jour), sans être autorisé à dormir, dès le 1^{er} jour de l'interrogatoire il a été détenu dans une chaise de fer, en plus de le priver de la visite d'un avocat pendant 2 mois et la torture psychologique et verbale qu'il a subie.

CIJ

Le Qatar porte son différend avec les Émirats devant la justice internationale

Le Qatar devait porter, ce mercredi, devant la Cour internationale de Justice (CIJ) son différend avec les Émirats arabes unis, qu'il accuse de «violations des Droits de l'Homme» après le «blocus» imposé à Doha l'an dernier. Les juges de la CIJ, plus haute instance judiciaire des Nations unies qui a son siège à La Haye, doivent entendre l'affaire pendant trois jours.

Le premier jour sera consacré aux arguments du Qatar, le second à ceux des Émirats arabes unis, et la journée de ce vendredi à des échanges entre les deux parties. Le 5 juin 2017, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn et l'Égypte avaient coupé tous leurs liens avec le Qatar, accusé de «financer le terrorisme» et de soutenir l'Iran, malgré les fermes démentis de Doha. La seule frontière terrestre de la petite nation péninsulaire avait alors été fermée, sa compagnie aérienne publique interdite d'emprunter l'espace aérien des pays voisins, et ses citoyens expulsés de ces mêmes pays.

Le Qatar demande à la CIJ d'ordonner à Abou Dhabi «de suspendre et d'abroger immédiatement les mesures discriminatoires actuellement en vigueur», «de condamner publiquement la discrimination raciale à l'égard» des Qataris et de rétablir les Qataris «dans leurs droits». Doha exige également des réparations intégrales de la part des EAU.

Mesures illégales

La CIJ juge les différends entre Etats, mais ne dispose pas de moyens coercitifs pour faire appliquer ses décisions. Le dossier qatari se fonde sur la Convention internatio-



nale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1965, un des premiers accords internationaux sur les Droits de l'Homme, signé tant par Doha que par Abou Dhabi. «Les mesures illégales prises par les EAU ont déchiré des familles», s'est récemment insurgé le ministre des Affaires étrangères du Qatar, cheikh Mohammed ben Abderrahmane Al Thani, cité dans un communiqué de ses services. «Les EAU ont privé les entreprises et individus qataris de leurs biens et avoirs,

et ont refusé un accès fondamental à l'éducation, la médecine et la justice dans les tribunaux des EAU», a-t-il ajouté. Le Qatar a aussi accusé les Émirats d'avoir fermé les bureaux d'Al Jazeera et d'avoir bloqué les transmissions de cette chaîne de télévision et d'autres médias qataris. Tous les efforts diplomatiques, notamment ceux du Koweït et des États-Unis, ont échoué depuis le début de la crise dans cette partie du Golfe, jusqu' alors l'une des régions les plus stables du monde arabe. Cette dispute, particulière-

ment acrimonieuse, a remis en cause l'existence même du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui regroupe depuis 1981 les six pétromonarchies arabes de la région, et a favorisé l'émergence d'un nouvel axe diplomatique entre le Qatar, la Turquie et l'Iran.

La balle dans le camp de Doha

Le Qatar affirme que ses adversaires cherchent à mettre sa politique étrangère «sous tutelle». Début juin, le Comité national des Droits de l'Homme du Qatar (NHRC - formé par les autorités) a publié un rapport affirmant que les adversaires du Qatar avaient commis en un an plus de 4000 violations des Droits de l'Homme. Selon ce rapport, les Qataris ont été victimes dans ces pays d'arrestations arbitraires, de disparitions forcées et d'entraves à leurs mouvements. En réponse, les Émirats ont estimé que la balle était dans le camp du Qatar «s'il (veut) vraiment sortir de son isolement». Les adversaires du Qatar lui ont remis une liste de 13 demandes, dont la fermeture de la chaîne satellitaire Al Jazeera, le retrait des troupes turques de son territoire et la réduction de sa coopération avec l'Iran, avec lequel il partage le plus grand champ gazier au monde. Doha les a toutes rejetées.

Rohingyas

Amnesty international veut des poursuites contre le chef de l'armée birmane

Le chef de l'armée birmane et 12 autres hauts gradés responsables d'une «offensive systématique et orchestrée» contre les musulmans rohingyas, doivent être poursuivis pour crimes contre l'Humanité, a accusé, ce mercredi, Amnesty international, qui demande la saisine de la Cour pénale internationale. «Le déferlement de violence de la part des forces de sécurité (...) -meurtres, viols, actes de torture, destruction par le feu et famine induite- n'est pas le fait de quelques soldats ou unités livrés à eux-mêmes», a estimé Matthew Wells, d'Amnesty International. «Une foule d'éléments tendent à prouver que ces actes s'inscrivent dans le cadre d'une offensive systématique et parfaitement orchestrée contre la population rohingya», a-t-il ajouté. Entre août et décembre 2017, plus de 700 000 Rohingyas ont fui une offensive de l'armée birmane lancée en représailles d'attaques de postes-frontières par des rebelles rohingyas. Ils ont trouvé refuge au Bangladesh où ils vivent depuis dans d'immenses campements de fortune. L'étude, fouillée, «montre que dans plusieurs villages», «des hommes, des femmes et des enfants» ont été «massacrés». «Dans les villages de l'État Rakhine, les forces de sécurité de Birmanie ont violé et commis d'autres

actes de violence sexuelle contre les femmes et les filles rohingyas et ont brûlé des centaines de villages», accuse l'ONG. L'ONU condamne elle aussi depuis des mois un «nettoyage ethnique» et réclame la fin des opérations militaires, un accès sans entrave pour l'aide humanitaire et le retour des Rohingyas dans leur région d'origine.

Documents militaires confidentiels

Le rapport de 186 pages accuse notamment de hauts responsables de l'armée et s'appuie sur des images satellite mais aussi sur des documents confidentiels de l'armée birmane. L'ONG a interrogé plus de 400 témoins entre septembre 2017 et juin 2018 au Bangladesh et en Birmanie.

Elle apporte de nouvelles informations concernant la hiérarchie militaire birmane et le déploiement des troupes, ainsi que sur les arrestations, les disparitions forcées et les actes de torture... D'après Amnesty, le haut commandement militaire a placé en première ligne ses «unités de combat les plus redoutables», connues pour avoir déjà perpétré des exactions. Une décision qui «a eu des conséquences catastro-

phiques pour la population rohingya», écrit l'ONG. Elle rappelle par ailleurs que le chef de l'armée birmane Min Aung Hlaing et d'autres responsables se sont rendus en personne dans la région, avant et pendant la campagne de nettoyage ethnique, afin de superviser une partie des opérations.

Ce rapport est publié quelques jours après l'annonce de sanctions de la part de l'Union européenne et du Canada visant sept hauts responsables birmanes chargés de la sécurité, responsables à leurs yeux de graves violations des Droits de l'Homme contre les Rohingyas. Quelques heures après, l'armée birmane a annoncé que l'un de ses généraux, cité par l'UE et le rapport d'Amnesty, avait été renvoyé. Toutefois l'armée n'a fait aucune mention des sanctions. Les Birmans «renvoient des généraux comme Maung Maung Soe et mettent en place des commissions d'enquête manquant de crédibilité», analyse Aaron Connelly, spécialiste de l'Asie du Sud-Est à l'Institut Lowy d'Australie. «Mais aucune de ces mesures n'a de chance de marcher, sans mises en examen pour crimes contre l'Humanité», a-t-il déclaré à l'AFP. Et mercredi (hier), les autorités birmanes gardaient le silence sur ce rapport et l'appel d'Amnesty à une saisine de la CPI.

Nicaragua

Le pouvoir accuse l'opposition de vouloir rompre l'ordre constitutionnel

Le ministre nicaraguayen des Affaires étrangères a accusé, ce mardi, l'opposition de vouloir «rompre l'ordre constitutionnel», via un plan de «déstabilisation sociale» fomenté selon lui par des «intérêts obscurs».

Alors que la vague de contestations du pouvoir du Président Daniel Ortega a déjà fait plus de 210 morts en deux mois, «il y a au Nicaragua une tentative de déstabilisation sociale de la part de groupes à l'intérieur du pays, appuyés de l'étranger, et desquels se sont rapprochées des bandes de délinquants et de narcotrafiquants» pour engendrer de la violence, a déclaré Denis Moncada. Le chef de la diplomatie s'exprimait devant les membres du MESENI, un groupe spécial de suivi de la situation créée par la Commission

interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH). Le MESENI est chargé du suivi des recommandations de la CIDH visant à mettre fin au climat de violence inédit qui secoue le Nicaragua depuis le 18 avril. Les manifestants exigent le départ du Président Daniel Ortega et de sa femme Rosario Murillo, vice-présidente, accusés de confisquer le pouvoir et brider les libertés. Selon les propos de Denis Moncada, rapportés par le bulletin électronique d'information progouvernemental «Informe Pastran», l'opposition, durant ces deux mois de contestation, a défendu «une rupture de l'ordre constitutionnel en exigeant le départ» du président et la tenue d'élections anticipées dans le but d'aboutir «à un changement par des

voies illégitimes». Il a assuré cependant que le gouvernement était «disposé à écouter» les demandes de démocratisation émanant de l'opposition, «dans le cadre du respect de la Constitution et des lois». L'Alliance civique pour la Justice et la Démocratie -une coalition de groupes d'opposition de la société civile- a estimé toutefois lundi que le gouvernement de Daniel Ortega n'avait fait preuve d'aucune «ouverture ni volonté politique» pour discuter de la démocratisation du pays, incluant la tenue d'élections anticipées réclamée par la Conférence épiscopale du Nicaragua (CEN), directement impliquée dans ces pourparlers. Selon le ministre des Affaires étrangères, derrière la contestation

antigouvernementale, «il y a d'autres intérêts obscurs», qu'il n'a pas détaillés.

Il a nié l'existence d'une «politique de répression d'Etat» au Nicaragua, accusant les manifestants d'avoir tué 10 policiers et provoqué des dégâts matériels d'un montant de 7,6 millions \$ à travers les heurts, incendies et saccages.

Le gouvernement nicaraguayen a nié toute responsabilité dans la violence causée par les groupes paramilitaires, accusés par l'opposition d'agir avec l'appui en sous-main des autorités. Plusieurs ONG de défense des Droits de l'Homme au Nicaragua se sont inquiétées, ce mardi, du bilan en hausse de la violente vague de contestation, qui a déjà fait plus de 210 morts en 2 mois.

Maroc

20 ans de prison pour les meneurs du «Hirak»

Les meneurs du «Hirak», le mouvement de contestation sociale qui a agité le Maroc en 2016-2017, ont été condamnés, mardi soir, à Casablanca à des peines allant jusqu'à 20 ans de prison, à l'issue d'un procès-fleuve de neuf mois.

Le leader du mouvement, Nasser Zefzafi, ainsi que trois autres meneurs, Nabil Ahmjiq, Ouassim Boustati et Samir Ighid, ont écopé de la peine la plus lourde pour «complot visant à porter atteinte à la sécurité de l'Etat», un chef d'accusation passible selon les textes de la peine de mort. Au total, 53 personnes comparaissaient lors de ce procès. La peine la moins lourde se limite à un an de prison, couvrant la détention préventive, et 5000 Dirhams (environ 450 €) d'amende, selon le verdict prononcé par la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca en l'absence des accusés. Trois d'entre eux, Mohamed Haki, Zakaria Adechhour et Mahmoud Bouhenoud ont été condamnés à 15 ans de prison, sept à 10 ans de prison, également pour «complot visant à porter atteinte à la sécurité de l'Etat». Sous le choc, des proches des accusés, présents dans la salle d'audience, ont poussé des cris de détresse quand les peines les plus lourdes ont été prononcées, a constaté un journaliste de l'AFP. Quelques rares militants ont scandé des slogans de solidarité, comme «vive le Rif» ou «Nous sommes Zefzafi».

«Test»

«Ce sont des peines très lourdes. L'Etat a échoué dans ce test de respect des Droits de l'Homme et des libertés essentielles, tout comme l'indépendance de la justice», a déclaré à l'AFP l'un des avocats de la défen-

se, Souad Brahma.» Les peines sont très légères par rapport à ce que prévoit la loi et à la façon dont ils se sont comportés devant le juge», a commenté pour sa part Mohamed Karout, l'un des avocats des parties civiles qui représentaient l'Etat et ses agents. Dix accusés ont par ailleurs été condamnés à 5 ans de prison et 2000 dh (180 euros) d'amende, huit à 3 ans et 1000 dh (90 euros), 19 à deux ans et 5000 dh (450 euros) et 2 à un an de prison assortie de la même amende. Les peines de 5 ans de prison et moins correspondent à des chefs d'accusation comme «participation à une manifestation non autorisée» ou «insulte envers les forces de l'ordre».

Solidarité

Les avocats qui ont refusé de plaider par solidarité avec la protestation des prévenus contre la «partialité de la justice» ont l'intention de faire appel après concertation avec leurs clients. Comme ses co-détenus, Nasser Zefzafi a boycotté les derniers jours d'audience et refusé de prendre la parole aux dernières heures du procès. Cet ancien chômeur de 39 ans devenu le visage du mouvement avec ses talents d'orateur, avait été arrêté pour avoir interrompu le prêche d'un imam ouvertement hostile au mouvement dans une mosquée d'Al Hoceïma, l'épicentre de la protestation qui a secoué la région histo-



riquement frondeuse et marginalisée du Rif. Le cas du journaliste Hamid El Mahdoui poursuivi pour «non-dénonciation d'une tentative de nuire à la sécurité intérieure de l'Etat» et jugé en même temps que les 53 militants du «Hirak» sera traité séparément jeudi. Il risque, selon Reporters sans frontières (RSF) qui le soutient, deux à cinq ans de prison ferme. Il est le seul à n'avoir pas boycotté les audiences. Les manifestations déclenchées par la mort d'un vendeur de poissons, broyé dans une benne à ordures en octobre 2016, ont fait plus de 600 blessés parmi les forces de l'ordre et engendré sept millions de dirhams de dégâts matériels (environ 630.000 €), selon les parties civiles. Environ 450 personnes, selon des

associations, ont été arrêtées pendant les manifestations généralement pacifiques mais parfois marquées par des heurts entre forces de l'ordre et protestataires, avec des blessés des deux côtés. L'«approche sécuritaire» des autorités a été critiquée par des associations de défense des Droits de l'Homme, qui ont dénoncé la «répression» du mouvement et des actes de «torture» contre certains manifestants après leur arrestation. «Le tribunal n'a pas tenu compte des irrégularités que nous avons relevées tout au long de ce procès, nous craignons que ces verdicts ne permettent pas d'apaiser la tension dans la région», a commenté un des avocats de la défense après l'énoncé du verdict.

Malaisie

Des biens confisqués à l'ex-Premier ministre estimés jusqu'à 234 millions d'euros



quête pour détournements de fonds visant Najib, qui fut Premier ministre de 2009 à mai 2018. Les marchandises confisquées avaient été découvertes dans des copropriétés de luxe d'un immeuble haut de gamme du centre de la capitale Kuala Lumpur. L'immense collection de bijoux comprenait 1400 colliers et 2200 bagues. Le bijou le plus cher était un collier dont la valeur est estimée à 6,4 millions de Ringgits (1,3 million €), a précisé Amar. Au total, 567 sacs à main de grandes marques ont été confisqués, parmi lesquels 272 sacs Hermès évalués à 51,3 millions de Ringgit (10,9 millions €), a observé la police, ajoutant que les autres sacs à mains étaient toujours en cours d'estimation. Les saisis comprennent aussi 423 montres évaluées à 78 millions de Ringgit (17 millions €) et 234 paires de lunettes. Le nouveau gouvernement issu des législatives du 10 mai, dirigé par le Premier ministre Mahathir Mohamad, 92 ans, avait annoncé qu'il souhaitait récupérer les fonds détournés de la société publique Malaysia Development Berhad (IMDB), créée par Najib peu après son arrivée au pouvoir en 2009, et endettée aujourd'hui à hauteur de 10 milliards €. L'ex-Premier ministre, soupçonné d'avoir détourné environ 640 millions €, a toujours nié toute malversation. L'épouse de ce dernier, Rosmah Mansor, était très impopulaire en raison de ses dépenses extravagantes, notamment des sacs à main de grande marque et des vêtements de luxe. Le régime de Najib s'était attaqué à tout ce qui touchait à l'IMDB, faisant clôturer des enquêtes sur le scandale, écartant des voix critiques du gouvernement à l'égard de l'affaire, muselant les médias et procédant à des interpellations de personnes évoquant le scandale. Cette affaire, qui secoue la Malaisie depuis plusieurs années, a largement contribué à la défaite cinglante aux législatives de l'ancienne coalition qui était au pouvoir depuis 61 ans et était dirigée par Najib. Peu après la prise de fonction de Mahathir, Najib s'est vu interdire de quitter la Malaisie, alors qu'il s'apprêtait à se rendre à l'étranger.

Des biens saisis dans le cadre de l'enquête pour détournements de fonds visant l'ex-Premier ministre malaisien Najib Rajak, incluant des bijoux et des sacs de luxe, sont estimés jusqu'à 234 millions €, a annoncé, ce mercredi, la police locale. «Le coût total de tous les biens, le prix au détail, va atteindre de 910 millions à 1,1 milliard de Ringgit», a déclaré le chef du département de la délinquance financière, Amar Singh, lors d'une conférence de presse, soit l'équivalent de 194 millions à 234 millions €. Les biens saisis antérieurement comprennent 116 millions de Ringgit (24 millions €) en liquide dans 26 devises, quelque 12 000 bijoux, des centaines de sacs à main de grandes marques ainsi que de nombreuses montres, a-t-il ajouté. «Je crois qu'il s'agit de la plus grande saisie dans l'histoire de la Malaisie», pays d'Asie du Sud-Est de 32 millions d'habitants, a observé Amar. En mai, la police avait révélé avoir saisi des centaines de cartons contenant des sacs à mains de luxe remplis d'argent et de bijoux, lors de perquisitions dans le cadre de l'en-

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE DJELFA

DIRECTION DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

NIF : 0995 170 101 735 29

Code : 008631

Avis d'attribution provisoire

- Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics.
- Suite au PV de la commission d'ouverture et jugement de l'offre du 31/05/2018. La Direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Djelfa informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé que la décision de l'attribution provisoire le projet l'aménagement et réhabilitation CFPA 01 cité 100 maisons Djelfa, sur le lot comme suit.

- APPEL D'OFFRES OUVERT publié dans le journal L'Echo d'Algérie le 07/05/2018.

Lot	Soumissionnaires	Note	Montant en TTC	Délai d'exécution	Observation
Lot 01 : Aménagement bloc administratif, bureau d'accueil, loge gardien, nouveau bloc pédagogique, et deux sanitaires (garçons et féminines)	CHETTOUH Ali	27.33	12.373.050,94	06 Mois	Moins-disant
Lot 02 : Aménagements ancien bloc pédagogique, atelier, Internet et cuisine	AKHDAR Aïssa	26.33	20.870.289,20	06 Mois	Moins-disant
Lot 03 : Aménagement extérieur et clôture	SELMANI Abd El Baki	27	8.849.576,61	04 Mois	Moins-disant
Lot 04 : Chauffage central (génie civil + équipement)	BOUZIDI Ahmed	27	8.311.317,00	02 Mois	Moins-disant

Tout soumissionnaire peut voir les résultats de l'évaluation dans les dix (03) jours et tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de l'autorité compétente dans les dix (10) jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution au Bulletin officiel des marchés de l'opérateur publics ou dans les quotidiens nationaux.

Les Comores

Quel enjeu pour la diplomatie algérienne ?

A quelques jours de la célébration du 43^e anniversaire de l'indépendance de l'Union des Comores (6 juillet), les enjeux qui se posent aux Etats bordant l'océan indien requièrent une coopération accrue pour défendre leurs intérêts à l'échelle internationale et répondre ainsi aux interrogations concernant l'application effective des principes de la Charte des Nations unies et du droit international, à savoir le respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des Etats, le règlement pacifique des différends et la promotion du droit à l'autodétermination.

Comment créer une nouvelle dynamique de la diplomatie algérienne dans l'Océan Indien ? Quelle vision de l'Algérie pour l'Océan Indien au XXI^e siècle ? Pourquoi l'Algérie doit-elle adhérer à la Commission de l'Océan Indien (COI) et à l'Indian Ocean Rim Association (IORA) ? Comment renforcer davantage les relations entre l'Algérie et l'Union des Comores ? L'océan Indien est une aire de contact, où s'est créé depuis 5000 ans un espace de dialogue entre les civilisations africaines, arabes, indiennes, européennes, asiatiques et australes. Les transports maritimes et les liens commerciaux font de cet océan l'espace maritime historiquement le plus anciennement occupé. L'histoire de l'Indiaocéanie a été mise en chantier dans les années 1980 et

c'est en ce sens que la Commission de l'Océan Indien (COI) fut fondée en 1982 à Port-Louis (Maurice) : une organisation intergouvernementale qui réunit cinq pays de la région océan Indien : Union des Comores, Réunion pour le compte de la France, Madagascar, Maurice, Seychelles. Seule organisation régionale africaine composée exclusivement d'îles, cette région constitue un marché potentiel de 26 millions d'habitants et les zones économiques exclusives couvrent une superficie de 5,5 millions de km². Cet espace maritime représente deux fois la superficie de la mer Méditerranée. Face aux évolutions qui façonnent les organisations régionales et pour une participation dynamique du pays aux événements diplomatiques et dans les mécanismes de

coopération, le gouvernement algérien peut s'intéresser à l'économie océanique de l'Afrique, favorisant la valorisation des minerais qui ne sont pas encore exploités ainsi que d'autres ressources. L'Algérie pourrait accéder au statut d'observateur auprès de la COI, devenant ainsi le premier partenaire à bénéficier de ce statut à l'échelle de l'Union du Maghreb Arabe. Au nombre des autres avantages de la nouvelle orientation diplomatique de l'Algérie : l'ouverture d'une représentation algérienne aux Comores permettra de procéder à un rééquilibrage des relations. Tout en adoptant une vision à long terme, l'éventuelle adhésion de l'Algérie en tant que partenaire du dialogue au sein de l'IORA permettra de réitérer l'engagement du pays dans sa contribution à l'économie bleue. L'IORA est un forum régional



créé en 1997, qui regroupe les pays riverains de l'Océan Indien. Ainsi, la participation de l'Algérie au forum constitue un défi de taille : mettre l'accent

sur l'économie de demain : «l'économie bleue».

Benteboula Mohamed-Salah
Géographe

La diplomatie comorienne et la cause sahraouie

Pourquoi l'Algérie se tourne vers l'Océan Indien ?

A quelques jours de la tenue du référendum constitutionnel, le 30 juillet, aux Comores, l'occupation de l'île comorienne de Mayotte demeure une question non résolue. En effet, depuis plus de quatre décennies, cette revendication est défendue au sein de l'Union Africaine(UA) et de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Cependant, par une surenchère et une instrumentalisation de la question sahraouie, le gouvernement comorien établit une comparaison boiteuse entre Mayotte et le Sahara -Occidental. Face à ce faux rapprochement, il conviendrait de formuler plusieurs questions. L'Union des Comores soutient-elle la mise en œuvre de l'agenda 2036 de l'UA ? Pourquoi le rapprochement entre la position marocaine et la position comorienne sur la notion d'intégrité territoriale est-elle incompatible ? La diplomatie comorienne est-elle à la hauteur des défis territoriaux à relever ? Quelles sont les conceptions de souveraineté ? Il est utile d'établir quelques repères historiques et d'exposer les événements politiques aptes à témoigner de la position de Mayotte dans l'action régionale. La période 1970-1976 a été marquée par des développements politiques majeurs sur l'archipel. Le référendum favorable à l'indépendance et la déclaration unilatérale d'indépendance des Comores : le non-respect du décompte des voix du référendum sur l'indépendance des îles des Comores en 1974 a conduit au maintien de Mayotte dans la nation française. Ce différend continue à opposer la France et l'Union des Comores. Depuis 1974, plusieurs résolutions onusiennes confirment la légitimité de la revendication de cette île de Mayotte. Les développements politiques relatifs à la question de l'île comorienne de Mayotte, la libre circulation des personnes entre Mayotte et les autres îles de l'archipel comorien sont évoqués au sein de l'UA. Dans sa longue quête en vue de rétablir



l'intégrité territoriale, le gouvernement comorien tente d'imposer un parallélisme entre la cause noble du peuple sahraoui et la cause du peuple comorien dans sa détermination à défendre son unité politique. De mon point de vue, la comparaison entre Mayotte et le Sahara occidental n'est pas appropriée. Il est légitime de revendiquer la réintégration de l'île comorienne de Mayotte dans son giron naturel. La notion d'intégrité territoriale apparaît dans la terminologie technique du droit international. Néanmoins, cette notion est équivoque, elle peut répondre à des buts politiques différents. L'article 42 de la Constitution marocaine mentionne «l'intégrité territoriale du Royaume dans

ses frontières authentiques», alors que les frontières ne sont jamais justes mais acceptées, et peuvent résulter d'un rapport de forces. Une manœuvre constitutionnelle visant à faire cesser toute contestation sur la façon dont le royaume gère son territoire. Cet article de la Constitution est la plus grande offense faite contre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Par son appui affiché ouvertement à «la marocanité du Sahara Occidental», la diplomatie comorienne prouve encore une fois sa médiocrité, quant il s'agit d'examiner les moyens de résoudre la question de Mayotte. Au sein de l'UA, le gouvernement comorien apporte un soutien honteux à la position marocaine sur le Sahara occidental. Un prétexte fallacieux, une attitude partielle, complice avec l'occupation marocaine contre la résistance sahraouie. En effet, la République arabe sahraouie et démocratique est une réalité nationale et africaine et l'Union des Comores déprécie l'Union africaine. En outre, la diplomatie comorienne est paradoxale : elle appuie outrageusement la position marocaine tout en revendiquant avec constance la souveraineté comorienne sur l'île de Mayotte. L'aberration historique que constitue ce rapprochement entre les deux pays discrédite la revendication comorienne et porte atteinte à la cause sahraouie, car le dossier du Sahara occidental est limpide et la communauté internationale est unie quant à la nécessité d'organiser un référendum d'autodétermination dans le territoire sahraoui. L'engagement de l'Union des Comores en faveur des causes du continent africain est contraire à ses pratiques diplomatiques.

La prétendue relation Mayotte-Sahara occidental est une allégation éhontée et irresponsable qui dénote la démarche de l'union des Comores de faire plaisir à son parrain le royaume du Maroc. La complicité de l'Union des Comores, dont sa position sur le règlement au conflit du Sahara occidental demeure indigne, en faveur du Maroc, et ce, en contradiction avec les projets structurants du continent, est une démarche opportuniste qui porte atteinte aux valeurs du panafricanisme. Ainsi, aucun lambeau de preuve tangible n'a été fourni par le gouvernement comorien pour étayer le rapprochement entre Mayotte et le Sahara occidental. Un gouvernement qui sape les principes clés de l'acte constitutif de l'UA. La diplomatie comorienne joue le rôle de relais de la propagande officielle marocaine. A la faveur du 31^e Sommet ordinaire des chefs d'Etat de l'UA qui se tiendra à Nouakchott en Mauritanie, du 25 Juin au 2 juillet 2018, l'Algérie et l'Union des Comores auront à identifier les voies permettant de redéfinir leurs relations. Dans cette perspective, la priorité sera accordée à la relance de la politique étrangère du pays dans le cadre d'un rééquilibrage des relations diplomatiques : l'ouverture d'une représentation algérienne aux Comores pour y installer un chargé d'affaires accrédité auprès du ministre comorien des affaires étrangères, inaugurera une première étape dans l'élargissement des relations politiques et économiques.

Benteboula Mohamed-Salah
Ancien correspondant à Moroni pour la presse comorienne

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de la Communication

Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel *Quatrième édition, 2018*

« *Vivre ensemble en paix* »

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du «**Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel**», dans sa quatrième édition, comptant pour l'année 2018, qui sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2018.

Ce prix annoncé par son Excellence Monsieur le Président de la République à l'occasion de la journée mondiale de la presse le 03 mai 2015, a été institué par décret présidentiel N° 15-133 du 02 Chaabane 1436 correspondant au 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes Algériens durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

Objectifs:

- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes.
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite.
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

Catégories du prix :

- **L'information écrite** : article de fond, critique, éditorial, reportage ou enquête.
- **L'information télévisuelle** : reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées.
- **L'information radiophonique** : émission d'information, reportages, et enquêtes.
- **La presse électronique** : meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
- **L'illustration** : photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale.

Conditions de participation :

- Etre de nationalité Algérienne ;
- Etre titulaire de la carte nationale de journaliste professionnel ;
- Ne pas être membre du jury ;
- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif ;
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse ;
- Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période 2017 - 2018.

Thème du concours: « *Vivre ensemble en paix* ».

Modalités d'attribution du prix :

Le jury procédera à la sélection des trois lauréats dans chacune des 05 catégories. Le prix sera décerné à la meilleure œuvre des trois lauréats. En plus du certificat de mérite, les lauréats des quatre premières catégories bénéficieront d'une récompense financière dont le montant est fixé comme suit :

- Un million de dinars (1.000.000DA) pour le 1^{er} lauréat.
- Cinq cent mille dinars (500.000DA) pour le 2^e lauréat.
- Trois cent mille dinars (300.000DA) pour le 3^e lauréat.

Pour la cinquième catégorie, l'auteur de la meilleure illustration bénéficiera d'une récompense financière de l'ordre de cent mille dinars (100.000 DA).

Dossier de candidature :

Les dossiers de candidatures doivent contenir les documents et pièces qui suivent :

a) Pièces administratives :

- Copie de la carte nationale du journaliste professionnel.
- Attestation de travail datée de moins de trois mois.

b) Œuvre objet de participation :

- L'œuvre faisant objet de participation doit être remise dans les conditions et les normes techniques requises.

c) Formulaire de candidature portant ce qui suit :

- Données personnelles sur le candidat ;
- Données relatives à l'œuvre objet de participation ;
- Justificatif de diffusion ou de publication de l'œuvre, signé conjointement par le candidat et la direction du media employeur.

Dépôt des dossiers :

Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.

- Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi.
- Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication.

La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 15 septembre 2018.

Formulaire de candidature :

Voir le lien de téléchargement sur le site web du Ministère de la communication:

<http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr>

NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police :	1548
- Gendarmerie nationale :	1055
- Sonelgaz :	3303
- Alerte kidnapping :	104
- Personnes en difficulté ou en détresse :	1527
- SOS Sécurité :	112
- SOS Santé :	115

Urgences

- SAMU :	021 23 50 50
- Police :	17
- Protection civile :	14
- Gendarmerie nationale :	021 96 42 22
- Sapeurs-Pompiers :	021 71 14 14
- Sûreté de la wilaya d'Alger :	021 73 00 73
- Centre antipoison :	021 97 98 98
- Centre des grands brûlés :	021 63 29 95
- Institut Pasteur :	021 67 25 02

Hôpitaux

- CHU Mustapha :	021 23 35 35
- CHU Ait Idir :	021 97 98 00
- CHU Ben Aknoun :	021 91 21 63
- CHU Béni Messous :	021 93 15 50
- CHU Kouba :	021 28 33 33
- CHU Bab El Oued :	021 96 06 06
- CHU Bologhine :	021 95 82 24
- CHU El Kettar :	021 96 48 97
- HCA Ain Naâdja :	021 54 05 05
- Hopital Tixeraine :	021 55 01 10
- Hopital Zéralda :	021 32 63 94
- Centre Pierre et Marie Curie :	021 23 66 66

Compagnies Aériennes

- Air Algérie :	021 74 24 28
- Tassili Airlines :	021 50 98 58
- Aigle Azur :	021 50 91 91
- Air France :	021 98 04 04

Dépannages

- Gaz :	021 68 44 00
- Electricité :	021 68 55 00
- Service des eaux :	021 67 50 30

Radios

- Chaîne I :	021 21 48 37
- Chaîne II :	021 69 11 70
- Chaîne III :	021 48 15 15
- Radio El Bahdja :	023 70 99 99
- Jil FM :	021 69 27 27
- ENRS :	021 69 34 03/06

Services

- Algérie Télécom :	100
- Serveur vocal chèques postaux :	1530
- Seaal :	3394
- Scouts musulmans algériens :	3033
- Association algérienne de psychiatrie :	1512
- Réclamations :	18
- Renseignements / réveil :	19
- Télégramme :	13

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr :	026 21 80 80
- Hôtel El Aurassi :	021 74 82 52
- Hôtel Hilton :	021 21 96 96
- Hôtel Sheraton :	021 37 77 77
- Hôtel Mercure :	021 24 59 70
- Hôtel Ibis :	021 98 80 20
- Hôtel Albert Premier :	021 73 65 06
- Hôtel Safir :	0551 42 58 48
- Hôtel El Riadh :	021 45 23 58
- Hôtel Mazafran :	021 32 00 00

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja :	0795 22 65 77
--------------------------	---------------

Hôtel - Béjaïa

- Hôtel les Hammadites :	0776 88 22 38
--------------------------	---------------

08h00 : Bonjour d'Algérie
09h30 : Evasion
10h00 : Dessin animé
10h30 : Feuilleton algérien
11h00 : Economie en 52
12h00 : Journal en arabe
12h30 : Feuilleton doublé

13h30 : Evasion
14h15 : Feuilleton algérien
15h00 : Trésors d'Algérie
16h15 : Jeux Société
17h00 : Dessin animé
17h30 : Takder Tarbah
18h00 : Journal en, amazigh

18h30 : Feuilleton algérien
19h00 : Journal en français
19h30 : Durabilis Canal Azur
20h00 : Journal du 20h
21h00 : Culture Club
21h45 : Téléfilm
23h00 : Concert Andalous



TF1 20h00 : Football - Coupe du monde Angleterre-Belgique



1^{er} tour - Groupe G
 A Kaliningrad - Russie

france 3 19h50 : Crimes et botanique



A leur arrivée à Luzenac, Laure et Marjolaine assistent à l'émoi de la population: Martial, le «mauvais garçon» du village, est de retour, après 11 années d'absence. Tout le monde le croyait mort; et nombreux sont ceux à regretter qu'il soit toujours en vie. Le cadavre de Martial est bientôt

découvert sur le terrain où Laure et Marjolaine avaient pour mission de planter des chênes truffiers...

france 5 19h50 : J'irai dormir chez vous

Pendant longtemps, il était préférable d'éviter de passer ses vacances dans cet Etat d'Amérique du Sud. Les guérilleros et les narcotrafiquants n'incitaient pas au tourisme. Mais depuis quelques années, la situation évolue. Antoine commence son voyage à Carthagène, où il rencontre Alfonso, bijoutier. Puis il se rend à Cocomaná, où les caméras ne sont pas les bienvenues.



C8 20h50 : Témoin gênant



Jeremy Coleman, un pompier, décide de terminer sa journée en prenant un verre avec ses collègues. Il se rend dans une supérette pour acheter à manger pour tout le monde. Mais il est témoin d'un crime de sang-froid. Le responsable et son fils sont assassinés sous ses yeux. Jeremy Coleman arrive à fuir. L'agresseur, Hagan, est arrêté. Jeremy, installé derrière une vitre, l'identifie comme le coupable...

france 2 19h50 : Secrets d'histoire

Stéphane Bern part sur les traces de l'Italienne Lucrece Borgia (1480-1519), la femme la plus fascinante de la Renaissance. Elle fut duchesse de Ferrare pendant de nombreuses années. Elle fut souvent décrite comme un monstre de perversion. Mais elle aurait été la première victime de sa drôle de famille... De son enfance insouciante dans les palais romains jusqu'à l'élection de son père, le pape Alexandre VI, en passant par des mariages - souvent, contre son gré - à des princes puissants, retour sur son histoire tumultueuse.



20h00 : Pretty Woman

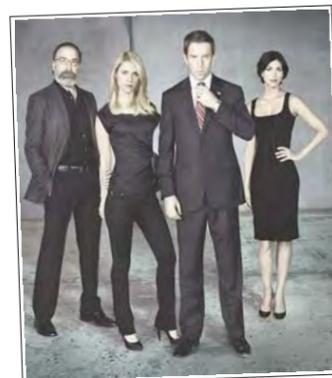


Redoutable homme d'affaires, Edward Lewis s'est enrichi en rachetant des entreprises en difficulté qu'il revend à bon prix. De passage à Los Angeles, il rencontre par hasard Vivian

Ward, une prostituée qui opère sur Hollywood Boulevard. Séduit par sa spontanéité, il l'embauche comme escort. Afin de la rendre plus présentable, il l'envoie chez les grands couturiers. Vivian se prête facilement au jeu.

CANAL+ 19h50 : Homeland

Une vingtaine de survivalistes ont trouvé la mort lors de l'assaut du FBI. Saul est convoqué à la Maison-Blanche pour s'expliquer sur les raisons qui ont conduit au drame. Une soirée en hommage aux victimes doit avoir lieu à Lucasville. Les autorités craignent des débordements. Carrie monte une cellule en compagnie de Dante et d'anciens agents de la CIA afin de surveiller Simone Martin et découvrir pour qui elle travaille.



22h03 : NCIS - Los Angeles



Une femme d'origine russe a été assassinée. Une clé USB est découverte cachée dans sa casquette. Elle contient plusieurs photos de l'agent Callen. Ce dernier reconnaît très vite la victime.

Il s'agit de la dernière personne qu'il a vue avant de se faire attaquer, six mois plus tôt. L'équipe découvre qu'elle surveillait un homme qui semble avoir un lien avec une opération menée en Russie 10 ans plus tôt.

AEROPORTS

- Houari Boumediène - Alger	021 50 91 91	- Rabah Bitat - Annaba	038 52 01 59
- Ahmed Ben Bella - Oran	041 59 10 77	- Mostepha Ben Boulaïd - Batna	023 77 01 10
- Mohamed Boudiaf - Constantine	031 81 01 24	- 8 Mai 1945 - Setif	0651 88 73 66

Ethaalibya Travel Service Agence de Voyage & de Tourisme

Cité de l'hôpital - Rouiba - Alger
 ☎ 023 860 838 ☎ 023 860 837 ☎ 0552 360 014 - 0555 677 703
 Principal: Ethaalibya@yahoo.fr - Billetterie: ets2013@live.fr - etsventes@gmail.com



Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa	029 89 46 20	- Hôtel Antar - Béchar	049 81 71 63
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa	029 81 60 50	- Hôtel Kerdada - Bou Saâda	035 53 39 04
- Hôtel Tahat - Tamanrasset	029 31 21 21	- Hôtel Le Caïd, Bou Saâda	035 53 43 94
- Hôtel Gourara - Timimoun	049 90 26 27	- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud	0660 20 88 20
- Hôtel Touat - Adrar	049 96 99 33	- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued	032 11 89 02

Hôtels - Est

- Hôtel Marriott - Constantine	035 53 39 04	- Hôtel Sheraton - Oran	041 59 01 00
- Hôtel Ibis - Constantine	031 99 20 00	- Hôtel Royal - Oran	041 29 17 17
- Hôtel Cirta - Constantine	031 92 19 80	- Hôtel Ibis - Oran	041 98 23 00
- Hôtel Le Majestic - Annaba	038 86 54 54	- Hôtel Renaissance - Tlemcen	043 40 11 11
- Hôtel El Mountazah - Annaba	038 65 24 12	- Hôtel Les Zianides - Tlemcen	043 27 71 21 à 25
- Hôtel El Hidhab - Sétif	036 51 41 34	- Hôtel Ziri - Ghazaouet	043 32 30 25

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran	041 59 01 00
- Hôtel Royal - Oran	041 29 17 17
- Hôtel Ibis - Oran	041 98 23 00
- Hôtel Renaissance - Tlemcen	043 40 11 11
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen	043 27 71 21 à 25
- Hôtel Ziri - Ghazaouet	043 32 30 25

Championnat du monde de boxe arabe La salle Harcha-Hacène abritera 8 combats

La salle Harcha-Hacène (Alger) abritera le 21 juillet prochain, le championnat du Monde de la boxe arabe qui comprendra huit combats amateurs, organisé conjointement par la Fédération internationale de boxe arabe (FIBA) et la Fédération algérienne de kick-boxing et full contact et sports assimilés à l'occasion du 56^e anniversaire des fêtes de l'indépendance et de la jeunesse, a annoncé, le président de la FIBA, El Hadi Essdiri.

«Le Mondial d'Alger, regroupera les meilleurs boxeurs d'Algérie et de Tunisie des deux sexes, qui s'affronteront dans huit combats de la catégorie des amateurs» a indiqué le président de l'instance internationale, lors d'une conférence de presse tenue, ce mardi, au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA) à Alger. Le programme de cette soirée de boxe arabe comprend ainsi trois combats comptant pour le championnat du monde dans les catégories de poids plumes (57 kg), mi-moyens (65 kg) et mi-lourds (80 kg), 3 combats du championnat d'Afrique dans la catégorie de lourds (100 kg), mi-moyens (71 kg) et un combat féminin en coq (55 kg), un combat avec un titre arabe en jeu, dans la catégorie de lourds-légers (82 kg) et un dernier combat du championnat méditerranéen en super-moyen (75 kg). Le premier responsable de cette instance a souligné que cette soirée prévue en juillet prochain vise à renforcer «la place du noble art au niveau arabe, considéré comme le sport des peuples arabes. «Nous sommes obligés de mener cette discipli-

ne à un haut niveau» a-t-il déclaré en soulignant que son instance et la Fédération algérienne de kick-boxing et full-contact ont paraphé un accord de partenariat pour atteindre cet objectif. De son côté, le président de la Fédération algérienne de kick-boxing, Abbas Essaid a déclaré que sa fédération mettra tous les moyens humains et matériels pour la réussite de ce rendez-vous sportif, dont sa réussite donnera lieu à d'autres tournois internationaux en Algérie.

Par ailleurs, les animateurs de cette conférence de presse, ont annoncé la tenue au mois d'août prochain à Alger, d'une assemblée générale à laquelle assisteront les présidents des Fédération africaines qui devraient se prononcer sur la tenue du siège de la Fédération internationale de la boxe arabe à Alger, afin que les championnats arabes aient un impact important dans l'avenir, pour qu'ils soient reconnus par la Fédération internationale de boxe. Selon le président de la FIBA, de nombreuses figures et personnalités sportives et de journalistes seront honorés à cette occasion.



JM 2018 de handball Défaite de l'Algérie face à la Tunisie (30-25) en quart de finale

La sélection algérienne de handball a perdu contre son homologue tunisienne 30-25 (mi-temps :14-12) en quart de finale du tournoi des Jeux méditerranéens (JM) de Tarragone, disputé, hier, à la salle Campclar. Lors de la phase de poules, l'Algérie avait obtenu la 2^e place du groupe B, après sa défaite contre la Croatie (26-37) lors de la 1^{re} journée, avant de s'imposer face à l'Italie (38-32).

Le reste des matchs comptant pour les quarts de finale opposeront la Turquie au Portugal, la Croatie à la Slovaquie et l'Espagne à la Serbie.

Les demi-finales du tournoi de handball des JM-2018 sont prévues vendredi, alors que la finale aura lieu dimanche, lors de la dernière journée des Jeux.

31^e Championnat national inter-police de tir au pistolet automatique

Abdelali Bensouna et Rabiaâ Mecharki se distinguent à Skikda

La région d'Oran a remporté le titre en individuel (dames et messieurs) de la 31^e édition du Championnat national de tir au pistolet inter-services de police, avec la distinction du divisionnaire de police Abdelkader Bensouna et de l'inspecteur principal de police, Rabiaâ Mecharki. La 2^e et la 3^e place dans la catégorie messieurs de ce championnat entamé, dimanche dernier, sont revenues respectivement au brigadier de police, Tayeb Mahli (région d'Oran) et à l'inspecteur principal de police, Abdelaali Bourchah (région de Constantine). Dans la catégorie femme, en individuel, les 2^e et 3^e places ont été remportées respectivement par le lieutenant de police, Samiha Mihoub de la région d'Oran et le brigadier Hasna Ahdoud de la région de Ouargla. Par équipes, catégorie messieurs, la région d'Oran a également triomphé, suivie de celle de Blida alors que la 3^e place est revenue à la région de Constantine.

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE
CAISSE NATIONALE DES CONGÉS PAYÉS, DU CHOMAGE-INTEMPERIES
DES SECTEURS DU BATIMENT, DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'HYDRAULIQUE

NIE : 41202 5000 14 00 49



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 06/CACOBATPH/DG/2018

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction générale de la Caisse des congés payés, du chômage-intempéries des secteurs du Bâtiment, des Travaux publics et de l'Hydraulique «CACOBATPH» sise au : du 100 Rue de Tripoli H. Dey, Alger, lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 06/DG/2018, relatif à la réalisation de l'infrastructure hyper convergente pour le site secours & extension du data center du site principal de la CACOBATPH.

Le présent appel d'offres ouvert est adressé aux fabricants, ou leurs représentants dûment agréés, spécialisés en fourniture du matériel informatique, reconnus aptes à exécuter pleinement les obligations fixées par le présent cahier des charges, qui peuvent soumissionner et le retirer auprès de :

La Direction générale
Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du Bâtiment, des Travaux publics et de l'Hydraulique
CACOBATPH
100, Rue de Tripoli Hussein Dey - Wilaya d'Alger

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de : Cinq mille dinars (5.000,00 DA) non remboursable.

Le dossier de soumission est composé de : un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de candidature (Original) est mis dans une enveloppe fermée portant la mention : «DOSSIER DE CANDIDATURE».

L'offre technique (Originale) est mise dans une enveloppe fermée portant la mention : «OFFRE TECHNIQUE»

L'offre financière (Originale) est mise dans une enveloppe fermée portant la mention : «OFFRE FINANCIERE».

Le Dossier de candidature doit comporter : une déclaration de candidature, une déclaration de probité (modèles joints au cahier des charges), les statuts pour les sociétés et tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats (certificat de qualification et de classification).

L'offre technique doit comporter : la déclaration à souscrire, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire (modèle joint au cahier des charges) ; le cahier des charges (partie technique) et tous les documents permettant d'évaluer l'offre technique.

L'offre financière doit comporter : la lettre de soumission datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire (modèle joint au cahier des charges) ainsi que les documents exigés dans l'offre financière.

Tous les documents exigés dans le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être conformes à l'article 15 du cahier des charges (partie instructions aux soumissionnaires).

Les trois offres sont mises dans une enveloppe fermée et anonyme, portant la mention : Appel d'Offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 06/DG/2018

Réalisation de l'infrastructure hyper convergente pour le site secours & extension du data center du site principal de la CACOBATPH
(Soumission à n'ouvrir que par la Commission d'ouverture des plis et évaluation des offres)

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante : Caisse nationale des congés payés du chômage-intempéries des secteurs du Bâtiment, des Travaux publics et de l'Hydraulique «CACOBATPH» - Direction générale de la CACOBATPH - Sise : 100 rue de Tripoli Hussein Dey - Alger Fax : 021 49 57 74

La durée de préparation des offres est fixée à Trente (30) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales au Bomop ou dans les quotidiens nationaux.

L'heure limite de dépôt des offres est à 13h00 du dernier jour de la durée de préparation des offres.

L'ouverture du dossier de candidature, des plis techniques et financiers se fera en séance publique en présence des soumissionnaires et aura lieu le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 13h10 au siège de la Direction générale de la Caisse nationale des congés payés du chômage-intempéries des secteurs du Bâtiment, des Travaux publics et de l'Hydraulique «CACOBATPH».

Si le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des offres sera prorogé au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période égale à la durée de préparation des offres augmentée de six (06) mois à compter de la date de dépôt des offres.

Ligue 1 Mobilis - JS Kabylie

Abdallah El Mouden rejoint les Canaris pour deux saisons

Le milieu de terrain offensif du MC Alger, Abdallah El Mouden, s'est engagé, hier, pour un contrat de 2 saisons avec la JS Kabylie, a appris l'APS auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football.

La JSK, qui a dû attendre la 29^e et avant-dernière journée du championnat pour assurer son maintien, a effectué un véritable remue-ménage au sein de son effectif en engageant plusieurs joueurs, à l'image du gardien de but international Abdelkadir Salhi et d'Amir Belaïli (ex-CR Belouizdad) ainsi que de Tahar Benkhelifa (ex-Paradou AC). Côté départs, la JSK s'est passé des services de pas moins de 12 joueurs, notamment le portier Malik Asselah, parti rejoindre le club saoudien d'Al Hazm, Adil Djabout, qui s'est engagé avec le CS Constantine, ou encore Nassim Yettou, signataire d'un contrat de 2 saisons avec le MC Oran. Le club kabyle est loin de boucler son opération de recrutement puisqu'un attaquant devrait renforcer l'effectif dans les prochains jours. La direction du club présidé par Chérif Mellal est en passe aussi de conclure avec l'entraîneur français Franck Dumas, attendu durant le week-end pour finaliser son contrat en remplacement de Youcef Bouzidi. Le finaliste malheureux de la Coupe d'Algérie 2017-2018 (défaite face à l'USM Bel-Abbès 2-1) entamera vendredi un stage à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Aïn Bénian (Alger) avant d'enchaîner avec un second regroupement à Weiskirchen (Allemagne) du 15 au 29 juillet, avec au menu des matchs amicaux contre des clubs locaux.

Bessa M.



USM Alger

Le défenseur Farouk Chafaï rejoint le groupe à Gammarth



Le défenseur central de l'USM Alger, Farouk Chafaï, a rejoint le reste de ses coéquipiers mardi soir à Gammarth (Tunisie), pour prendre part au stage de préparation d'avant-saison qui s'y déroule actuellement. «Le défenseur central Farouk Chafaï a rejoint le grou-

pe, mardi, à Tunis et il a entamé la préparation dès ce mercredi, par un entraînement matinal», a indiqué la direction des Rouge et Noir dans un communiqué. Ayant raté cependant les quatre premiers jours de ce regroupement, entamé ce samedi et marqué par un travail biquotidien, consacré essentiellement au travail physique «Chafaï sera dispensé du match amical que va disputer l'USMA ce mercredi soir (hier) contre l'Espérance de Tunis», a tenu à signaler la même source. L'USMA a programmé en effet deux matchs amicaux pendant ce stage, dont le premier ce mercredi, 19h00, au stade Chedly-Zouiten, face à la prestigieuse Espérance de Tunis. La date du deuxième match amical et l'identité de l'adversaire qui sera au menu des Algérois n'ont pas encore été dévoilés par les Rouge et Noir. Le stage, d'une durée de dix jours, représente la première étape préparatoire pour les Rouge et Noir en vue du match en déplacement à Kigali, face aux Rwandais de Rayons Sport. Une rencontre prévue le 18 juillet prochain, dans le cadre de la troisième journée (Gr. D) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine (CAF).

Après Gammarth, l'USMA enchaînera par un deuxième stage prévu du 7 au 16 juillet à Nairobi (Kenya), pour opérer les derniers réglages avant d'affronter Rayons Sport. L'objectif du club algérois pendant ce premier stage à Gammarth consiste à faire progresser les joueurs sur les plans physique et tactique, lui qui a enregistré l'arrivée d'un nouvel entraîneur, le Français Thierry Froger, ainsi que cinq nouvelles recrues, à savoir : l'attaquant Zakaria Benchaâ, le défenseur rwandais Emery Bayesenge, le défenseur Mohamed Mezghrani, l'attaquant Aymen Mahious et le meneur de jeu Mohamed Bentiba.

Préparation

Le MC Alger en stage à Vichy - France

Le MC Alger (Ligue 1) a entamé, depuis ce mercredi, un stage de deux semaines à Vichy (France) en vue de la reprise de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football avec au menu un déplacement à Lubumbashi pour affronter le TP Mazembe le 17 juillet, pour le compte de la 3^e journée (Gr. B). Ce stage devait débuter dimanche dernier mais a dû être décalé pour un problème de visas. Au cours de leur séjour en Hexagone, les joueurs de l'entraîneur français Bernard Casoni disputeront trois matchs amicaux contre des clubs locaux : Clermont Foot (Ligue 2) le vendredi 29 juin, Grenoble Foot 38 (Ligue 2) le jeudi 5 juillet et enfin les Girondins de Bordeaux (Ligue 1) le lundi 9 juillet. Côté recrutement, le MCA a assuré jusque-là les services de cinq joueurs. Il s'agit du milieu de terrain Zakaria Haddouche (ex-ES Sétif), du

défenseur Islam Arous (ex-Paradou AC), de l'attaquant Mansour Benothmane (ex-Club Africain/Tunisie), du gardien de but Abdelkader Morseli (ex-Olympique Médéa) et du milieu offensif Abderrahmane Bourdim (ex-JS Saoura). Le club de la capitale aura encore à engager deux autres nouvelles recrues, dont un latéral gauche, avant de boucler son opération. Le MCA reste engagé en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique 2018, où il occupe la 2^e place de son groupe avec 4 points, à deux longueurs du leader, le TP Mazembe (RD Congo). Le MCA prendra part également à la Coupe arabe des clubs, en compagnie de l'ES Sétif et de l'USM Alger, où il rencontrera au premier tour le club bahreïni d'El Riffa SC (aller : 8 août en déplacement / retour : 5 septembre à Alger).



USM Bel-Abbès

Mustapha Arbaoui nouveau directeur général

Parallèlement à la reprise des entraînements qui a débuté, ce mardi, à Sidi Bel-Abbès, il faut mettre l'accent sur le volet «assainissement de l'administration» brandi il y a plus d'un mois au cours d'une cérémonie regroupant des sportifs par l'actionnaire principal Hasnaoui Okacha. Ce dernier, à travers sa déclaration, visait le changement radical de l'administration du club, celle-ci allant de pair avec la mise en œuvre du projet sportif dont les contours ont été abordés officiellement. Ainsi, à la lumière de ces données, cette réorganisation administrative est devenue obligatoire pour faire face aux échéances immédiates. C'est l'ancien joueur du club Arbaoui Mustapha, ex-directeur régional des PTT en retraite, initialement ingénieur de télécommunications et ex-élu de l'APC, qui vient de prendre sa fonction comme DG du vieux club de la Mekerra à la place de Benayed Mohamed. En effet, une prise de contact entre ces deux personnes s'est effectuée lundi en présence du nouveau SG du club, l'ex-arbitre Lacarne Noureddine. Ladite rencontre sera entérinée aujourd'hui par une décision de nomination du nouveau DG et ce, dans le cadre officiel de l'AG des actionnaires de la SSPA USMBA.

Ligue 2 Mobilis - ASM Oran

Six recrues engagées, en attendant un nouvel entraîneur

L'ASM Oran, qui aspire à retrouver l'élite dès la saison prochaine, a déjà engagé 6 recrues, mais attend toujours l'arrivée d'un nouvel entraîneur. Une manière de faire déplorée dans les milieux du club de Ligue 2 Mobilis de football, où l'on avait plutôt souhaité recruter d'abord un coach pour l'associer dans l'opération de recrutement et démarrer par là même sur de bonnes bases. Mais vu que les contacts avec Si Tahar Chérif El Ouazzani, qui avait conduit l'USM Bel-Abbès (Ligue 1) la saison passée à remporter le trophée de la Coupe d'Algérie, patinent toujours, la direction de la formation de «M'dina J'dida» a préféré lancer son opération de recrutement marquée jusque-là par l'engagement de pas moins de 6 nouveaux éléments. Il s'agit du gardien de but, Henan, qui effectue pour l'occasion son retour dans son club d'origine après un passage chez le voisin le SCM Oran, Zaïdi (MB Hassasna), Bencheikh (US Biskra), Hamidi (MC Oran), Berramla (JS Skikda) et Hichem Chérif (MO Béjaïa). Ce dernier a paraphé, lundi, son contrat de deux ans. L'opération de recrutement se poursuivra dans les prochains jours, étant donné que les dirigeants oranais sont persuadés que leur effectif aura besoin encore de renforts en vue de l'exercice à venir, selon le président du conseil d'administration, Mohamed El Morro. Mais entre-temps, l'on table énormément sur un accord avec l'entraîneur Chérif El Ouazzani, «dont les pourparlers sont toujours en cours», a précisé la même source, qui espère clore ce dossier «avant la fin de cette semaine», pour pouvoir entamer la préparation de la nouvelle saison dès les prochains jours, sachant que le coup d'envoi du championnat de la Ligue 2 est programmé pour le 10 août. L'ASMO avait terminé à la 6^e place le championnat de l'exercice passé, et ce, sous la houlette de l'entraîneur Salem Laoufi, parti cet été à l'USM El Harrach, qui vient de rétrograder en Ligue 2.

Coupe d'Algérie 2019 La révision du système de compétition en cours d'étude

Le système de compétition de la Coupe d'Algérie de football «sera révisé par les services concernés» pour éviter «les difficultés rencontrées la saison écoulée», particulièrement dans la domiciliation des matchs à partir des quarts de finale, a indiqué, ce mercredi, le président de la commission chargée de l'organisation de cette compétition, Nouredine Bakiri.

«L'an dernier, la Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie a rencontré beaucoup de difficultés, notamment dans la domiciliation de certains matchs, d'où cette volonté de modifier certains aspects, pour améliorer les conditions de son déroulement à partir de 2019», a indiqué Bakiri, cité dans un communiqué publié sur le site officiel de la Fédération algérienne de football (FAF). Lors de la précédente édition de la Coupe d'Algérie, la domiciliation de certains matchs avait suscité une vive polémique, comme ce fut le cas lors de la demi-finale JS Kabylie-MC Alger, domiciliée finalement au stade Chahid Hamlaoui de Constantine, alors que la direction du Doyen était contre, en raison de la rivalité de ses supporters avec les Sanafirs. De fâcheux incidents ont d'ailleurs émaillé ce choc entre deux grands clubs de l'élite, d'où la réaction de la Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie, qui étudie la possibilité de changer le système de compétition à partir de cette année, pour éviter de nouveaux désagréments. «Deux projets sont à l'étude dans cette perspective» a indiqué Bakiri en précisant que «le premier consiste à faire jouer les quarts de finale et les demi-finales



en aller et retour» alors que le 2^e projet propose «de faire jouer les quarts de finale et les demi-finales sur un terrain neutre». Concernant les tours précédents (jusqu'aux huitièmes de finale, ndlr), l'équipe tirée en premier pendant le tirage au sort recevra chez elle, quelle que soit la capacité de son

stade. Les différentes propositions seront présentées lors de la prochaine réunion du bureau fédéral. Elles concerneront également la Coupe d'Algérie féminine et celle des jeunes catégories.

Tassadit H.



Naples SC Ghoulam intéresse la Juventus

La direction de la Juventus de Turin serait très intéressée par le profil de l'international algérien, Faouzi Ghoulam, selon la version italienne du site 90 mn. Les dirigeants italiens voudraient du défenseur algérien comme remplacement de l'arrière gauche brésilien,

Alex Sandro, qui serait sur le point de quitter le club turinois. Toutefois, les dirigeants de Naples pourraient se montrer très agressifs concernant une éventuelle négociation face au rival italien, le joueur de 27 ans reste sous contrat jusqu'à juin 2022.

Jeux Méditerranéens 2018

Algérie-France ce vendredi

Les Verts qui ont battu la Bosnie hier sur le score de 2-0 ne sont pas qualifiés aux demi-finales des Jeux méditerranéens tout comme l'équipe de France qu'ils rencontreront vendredi en match de classement. Pour que les U18 algériens soient en demi-finale il aurait fallu un match nul entre l'Italie et la Libye mais la Squadra Azzura l'a emporté par 4-0. Il fallait aussi que la France ou la Grèce l'emportent par 2 buts d'écart, ce fut le cas puisque la Grèce a battu la France 3-1. Les Algériens disputeront donc un match de classement pour la 5^e place vendredi 29 juin à 18h (ES et DZ) au stade de Calafell contre les U18 français.

FAF

Le Bureau fédéral rejette le départ du manager général Hakim Medane

Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), réuni, dimanche, au centre technique national de Sidi Moussa, a rejeté le départ du manager général de l'équipe nationale Hakim Medane. «Le manager général regrette les défaites subies par l'équipe, d'abord le 1^{er} juin face au Cap-Vert (2-3) à Alger, puis le 7 juin à Lisbonne face au Portugal (0-3) et déplore l'acharnement qui s'en est suivi. Il informe le BF qu'il est prêt à céder sa place. Une doléance qui n'a pas trouvé écho chez les membres du bureau fédéral qui ont catégoriquement refusé cette option. Mieux ils ont conforté Medane dans sa tâche et l'assurent de tout leur soutien», indiqué la FAF dans le relevé des conclusions du BF, publié, ce mercredi, sur son site officiel. Ces deux défaites de suite ont poussé la FAF à se passer des services du sélectionneur national Rabah Madjer, arrivé en octobre 2017 en remplacement de l'Espagnol Lucas Alcaraz. Le président de la FAF Kheireddine Zetchi a affirmé aux médias que le prochain coach des Verts sera désigné d'ici à la fin du mois de juillet prochain. La prochaine sortie de l'équipe nationale est prévue en septembre en déplacement face à la Gambie, dans le cadre de la 2^e journée (Gr.D) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019.

Sanctions

Nacereddine Baghdadi suspendu pour une année ferme

Nacereddine Baghdadi, membre du directoire de l'USM El Harrach reléguée en Ligue 2 Mobilis de football, a été suspendu pour une année ferme de toute activité liée au football pour des «déclarations jugées injurieuses et diffamatoires envers la Fédération algérienne (FAF), son président et les membres du bureau fédéral», a annoncé la FAF, ce mercredi, sur son site officiel. Le dirigeant de l'USMH a été auditionné, mercredi dernier, par la commission d'éthique et de fair-play de la FAF présidée par M^e Abderrahmane Zouaoui, précise la même source. Composée également d'Abdallah Gueddah (membre), de M^e Abdelhalim Brahimi (membre) et de Réda Ghezal (secrétaire), la commission a décidé en outre d'infliger à Baghdadi une amende de 100.000 DA.

AS Monaco

Rachid Ghezzal sur le départ

Titulaire sept fois seulement en Ligue 1 française la saison passée avec l'AS Monaco, l'international algérien Rachid Ghezzal (13 sélections, 1 but), se poserait des questions sur son avenir. Ayant refusé de prolonger son contrat avec l'Olympique Lyonnais l'an dernier, Rachid Ghezzal s'était engagé libre le 7 août dernier avec l'AS Monaco. Mais depuis cette date, les choses ne se sont pas vraiment passées comme l'international algérien pouvait l'espérer. Alors qu'il lui reste encore trois ans de contrat avec le club du Rocher, Rachid Ghezzal a de gros doutes sur l'intérêt pour lui de rester en Principauté. A en croire, l'hebdomadaire France Football, Rachid Ghezzal réfléchit sur la pertinence d'un départ de Monaco. Le même média assure que l'AS Monaco lui aurait même ouvert la porte de sortie. Affaire à suivre...



Havre AC

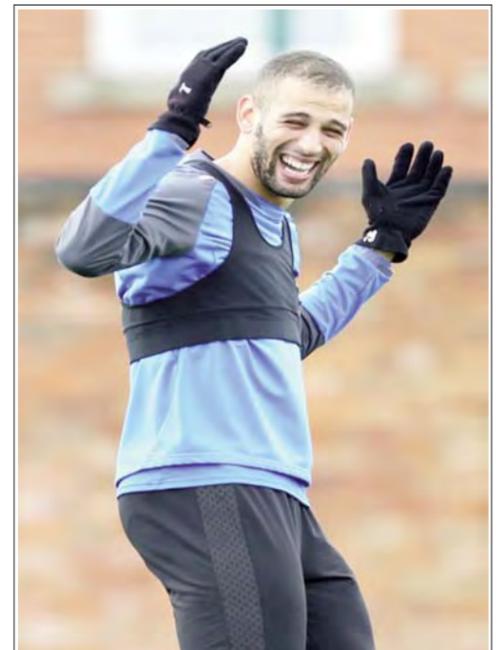
Volpe : «Nous voulons garder Ferhat»

Le président du Havre AC, Vincent Volpe, est revenu sur la possibilité de garder le milieu de terrain algérien, Zineddine Ferhat, dans son effectif la saison prochaine selon des propos rapportés par maligue2. Le premier responsable du Havre a déclaré : «Nous ne sommes pas vendeurs donc nous ne fixons pas de prix. Nous cherchons à garder les meilleurs joueurs. Nous ne cherchons pas à vendre à tout prix, j'ai d'ailleurs discuté avec Zineddine Ferhat en lui précisant que nous voulons le garder.» Il a ajouté : «En attaque nous avons trois attaquants de pointe de qualité, si nous devons en ajouter un 4^e, il faudra qu'il ait des qualités spéciales.» La direction du club de Ligue 2 française semble donc décidée à garder l'international algérien lors du prochain exercice, après les propos du coach et du président. Ferhat est courtisé par plusieurs clubs, l'AS Saint Etienne et le FC Nantes ainsi qu'en Liga avec l'Espanyol Barcelone, il a été l'auteur d'une saison remarquable avec pas moins de 20 passes décisives en 35 rencontres.

Leicester City Slimani toujours influent au Sporting

L'international algérien, Islam Slimani, vient d'être annoncé sur la liste de la commission d'honneur de la candidature de Frederico Varandas pour le poste de président du club portugais. La presse locale considère la présence du nom de l'attaquant algérien comme l'un des plus importants sur la liste de Frederico Varandas, ce dernier est soutenu publiquement par Slimani. Les supporters du Sporting Portugal auront vécu une saison cauchemardesque, avec un duel à couteaux tirés entre

le désormais ex-président, Bruno De Carvalho, et les joueurs club lisboète. Plusieurs cadres de l'équipe ont quitté le navire Sporting en ce Mercato d'été, ainsi que le départ du coach, Jorge Jesus, après l'agression commise sur les joueurs au centre d'entraînement par un groupe d'individus encajoulés en mai dernier. Une commission de gestion du club avec à sa tête l'ancien président, José Sousa Cintra, vient d'être mise sur pied et des élections sont programmées pour le 8 septembre 2018.



Météo	Alger	Oran	Constantine	Adrar	Tamanrasset
	18°/30°	19°/29°	19°/34°	29°/47°	25°/38°
Horaires des prières	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
	03:40	12:51	16:43	20:14	21:55

Fête nationale du Djibouti

Le Président Bouteflika félicite son homologue Ismail Omar Guelleh

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations à son homologue djiboutien, Ismail Omar Guelleh, à l'occasion de l'indépendance de son pays dans lequel il lui a souligné son souci d'œuvrer ensemble à la consolidation et à l'approfondissement des relations de coopération entre les deux pays.

« Il m'est particulièrement agréable au moment où la République de Djibouti célèbre son 41^e anniversaire de son indépendance de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, mes chaleureuses félicitations accompagnées de mes meilleurs vœux de santé et de bonheur pour vous-même, et de progrès et de prospérité pour votre peuple frère », a écrit le Président Bouteflika dans son message. « Je tiens, en cette occasion, à vous réitérer mon entière disponibilité à œuvrer, de concert avec vous, à l'approfondissement



des relations de coopération bilatérale, afin de les porter à la hauteur des relations fraternelles et d'amitié qui unissent nos deux peuples frères de manière à leur garantir davantage de progrès et de prospérité », a conclu le chef de l'Etat.

Bedoui installe officiellement le nouveau DGSN



Le ministre de l'Intérieur Nouredine Bedoui a procédé, hier, à l'installation officielle de Mustapha Lahbiri au poste de Directeur général de la Sûreté nationale en remplacement du général-major Abdelghani Hamel. « Je vous demande de ne pas lésiner sur les efforts alors que vous êtes honorés aujourd'hui de travailler sous le commandement d'un homme révolutionnaire appartenant à l'avant-garde de notre glorieuse Révolution », s'est adressé Nouredine Bedoui à l'assistance composée essentiellement de policiers haut-gradés. « Cet homme qui a eu la confiance du

président de la République à la tête de la Protection civile, a également connu de son temps des réalisations qui ont honoré le pays, est aujourd'hui honoré de la confiance du président de la République en occupant le poste de Directeur général de la Sûreté nationale », a déclaré le ministre de l'intérieur à propos du nouveau DGSN. « Nous sommes certains que sa grande expérience et ses réussites donneront un nouvel élan à ce corps vital », a prédit Nouredine Bedoui pour qui la Sûreté nationale « n'est pas étrangère » au nouveau DGSN, Mustapha Lahbiri.

Hadj 2018

1000 passeports supplémentaires octroyés sur décision du président de la République

Près de 1000 livrets Hadj-2018 supplémentaires ont été octroyés aux citoyens concernés par le Hadj-2018 au niveau de toutes les wilayas du pays, sur décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. « Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, informe les citoyens que mille (1000) livrets hadj supplémentaires ont été octroyés, sur décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika au profit des citoyens concernés par le Hadj-2018, lesquels seront distribués sur l'ensemble des wilayas du pays », note la même source.



CASNOS

J-2 pour le règlement des cotisations annuelles pour les non-salariés

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) a annoncé, hier, que le dernier délai de paiement des cotisations annuelles est fixé au 30 juin 2018. La CASNOS invite, dans un communiqué, ses affiliés non-salariés à « prendre les mesures nécessaires pour régler leurs cotisations dans les délais fixés pour éviter les pénalités de retard et bénéficier des différentes prestations de la Caisse dont, entre autres, la carte Chifa, la couverture sociale maladie, l'assurance décès ». Les guichets de la CASNOS restent ouverts tous les jours, y compris le vendredi 29 juin et le samedi 30 juin 2018, afin d'assurer les meilleures prestations dans des conditions optimales, précise la même source.

Résultats du BEM

Tizi-Ouzou garde sa 1^{ère} place au niveau national



La wilaya de Tizi-Ouzou vient de réaliser une nouvelle performance et de confirmer sa position qu'elle occupe

depuis une dizaine d'années, à la tête du podium en matière de résultats à l'examen du BEM au niveau national. Selon des sources à la Direction de l'éducation de la wilaya, le taux de réussite à cet examen national dans la wilaya de Tizi-Ouzou pour cette année 2018 est de 77,71%. Ce taux n'était que 67,02 % lors de la session précédente de 2017. À rappeler que cette wilaya est également classée première au niveau national aux résultats de l'examen de 5^e avec un taux de réussite de 98,07%. Selon les chiffres rendus publics par la Direction de l'éducation locale, 485 établissements primaires de la wilaya ont obtenu un taux de réussite de 100 % à cet examen.

Migration

Qu'y a-t-il derrière la campagne virulente contre l'Algérie ?

L'Algérie fait l'objet d'une campagne agressive basée sur de fausses informations évoquant l'abandon de 13 000 migrants africains au Sahara. Cette campagne coïncide avec les démarches que comptent effectuer aussi bien l'Union européenne (UE) que les États-Unis en vue de faire face au phénomène de migration. Plusieurs organes de presse et médias étrangers ont pointé du doigt les autorités algériennes d'avoir abandonné des migrants africains sans eau et sans vivres au Sahara algérien, entre autres Associated Press (États-Unis), Haaretz (Israël), France 24 (France), Daily Mail (Royaume-Uni), Al Jazeera (Anglais) ainsi que des médias africains. Ils se sont référés en effet à une vidéo montrant quelques dizaines de migrants clandestins au Sahara. Ce qui dément les chiffres avancés, soit 13 000 migrants, car pour transporter un tel nombre il aurait fallu mobiliser quelque 300 bus. Ces rapports n'ont d'ailleurs pas précisé également s'il s'agissait bel et bien d'une opération de rapatriement ou d'un flux de migrants provenant des pays du Sahel. A ce propos, il est utile de rappeler que l'Algérie organise des opérations de rapatriement en concertation avec les pays d'origine. Ce qui suscite des interrogations sur les motifs de cette campagne, surtout si l'on sait qu'elle intervient parallèlement au débat suscité aux États-Unis par la décision du président américain, Donald Trump séparant les enfants des migrants clandestins de leurs familles, avant de se rétracter suite à la pression politique et médiatique. En outre, elle coïncide avec les efforts consentis par les pays européens pour freiner le flux migratoire, à travers l'installation des camps pour migrants dans la rive sud de la Méditerranée (Algérie, Tunisie, Libye). Ce que celles-ci ont rejeté.

Des Marocains d'Essaïdia menacent de se réfugier en... Algérie

Les populations du Maroc oriental souffrent terriblement des conditions de vie très difficiles au même titre que leurs compatriotes des autres villes à l'instar du Rif en constante ébullition dont les meneurs du « Hirak » (Mouvement) viennent de subir des peines extrêmement sévères. Le désarroi des jeunes est à son paroxysme au point où certains recourent à des moyens pour le moins cocasses pour se faire entendre. Ainsi en a été le cas, ce mardi, des habitants de la ville côtière d'Essaïdia, frontalière avec l'Algérie, qui n'ont trouvé mieux que de... menacer de demander asile en Algérie ! En effet, ils se sont bruyamment fait entendre lors d'un rassemblement qu'ils ont organisé sur la plage « frontalière », pour crier leur douleur d'être des laissés-pour-compte du royaume. Poussés à bout, les manifestants d'Essaïdia ont même menacé d'entrer sur le territoire algérien dans l'espoir de capter l'attention du makhzen. Pour cause, ces jeunes desperados ont choisi de se rassembler sur la plage faute de pouvoir le faire sur la terre ferme en raison du refus des autorités. Ce geste de désespoir est l'ultime trouvaille des Marocains qui habitent les frontalières avec l'Algérie pour braquer l'attention des autorités en raison de la sensibilité des rapports avec l'Algérie, alors même que la propagande du makhzen tente de vendre une fausse image d'un royaume calme et prospère.

Mondial 2018

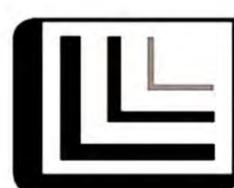
L'Allemagne éliminée par la Corée du Sud !

Coup de tonnerre au Mondial de Russie ! Le champion du monde en titre, l'Allemagne, a été éliminée ce mercredi 27 juin 2018 par la Corée du Sud (2-0), déjà éliminée. La Mannschaft a encaissé deux buts en toute fin de rencontre. L'équipe a fini dernière de son groupe avec seulement 3 points, derrière la Corée du Sud. Dans l'autre rencontre du groupe F, la Suède maîtrisait le Mexique (3-0). Les deux équipes se sont qualifiées au prochain tour du Mondial de Russie.





www.lechodalgerie-dz.com

 **L'ÉCHO**
D'ALGERIE

INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Quotidien National d'Information

**Pour votre publicité ou vos annonces,
veuillez contacter notre département
marketing - commercial**

Contactez :

Tél-Fax : 023 54 23 04

E-mail : echodalgerie@gmail.com

www.lechodalgerie-dz.com